

TOUT!

CE QUE NOUS VOULONS : TOUT

QUINZOMADAIRE 16 NOV 70 1F

4

VOUS FERMEZ LES DANCINGS FERMEZ LES USINES FERMEZ LES CHANTIERS

Je déconne pas ; la radio, les journaux ont dit que tous les lieux, où il y avait des risques de drames, allaient être fermés jusqu'à ce que l'on soit sûr qu'il n'y ait plus de danger — Alors ? sur les chantiers du bâtiment il y a 3 morts par jour, dans l'industrie, il y a, chaque année, un nombre de morts et de blessés égal à celui provoqué par les accidents de la route. Ils vont bien les fermer les boîtes car ce n'est pas un risque de drame. C'est une certitude qui se produit quotidiennement.

— Mais non, ce n'est pas un drame, mon garçon, ce sont les risques du métier.

— Ah ! bon, mais c'est quand même bien une catastrophe puisque pour les morts des bagnoles accidentées la radio et les journaux disent que c'est une catastrophe.

— Mais non, le risque du métier, tu comprends mon garçon ?

Excusez-moi, ce n'est pas une

catastrophe, c'est du « légal » ! des capitalistes. Ouais, il y a la sécurité, la législation du travail. Mais si tu ne veux pas paumer ta prime faut te grouiller, t'as intérêt à enlever ton masque, à enlever ton casque qui te gêne, à ôter tes gants qui te rendent malhabile, t'as intérêt à ne pas attacher ta ceinture de sécurité. Et crac ! tu te casses la gueule 10 mètres plus bas sur le béton et clang ! tes doigts se font la malle sous le massicot et paf ! tu chopes un coup sur a cafetière et hop t'as tes poumons plein de merde qui te les déchire. A chaque fois le patron dira : « Ce con-là, il ne respectait pas la sécurité. »

C'est légal — Ouais, on a compris : la calamité des calamités, c'est le « légal » ! Et les catastrophes c'est des trucs que les bourgeois et leurs larbins utilisent pour entretenir dans le peuple l'illusion selon laquelle le gouvernement s'occuperait de notre bien et non pas du bien des capitalistes.

Plus de 140 jeunes brûlés vifs à Saint-Laurent-du-Pont, c'est un scandale. Mais souvent les scandales de cette sorte donnent lieu à un immense spectacle où gouvernement, patrons et population jouent chacun un rôle sinistre.

Pour le gouvernement, les patrons et leur meute on connaît leur rôle :

— Les patrons et assimilés : Oh ! quel malheur ! Mais ce n'est pas de notre faute. C'est un accident.

— Les experts des Pouvoirs publics (venant à l'aide) : Oh ! quel malheur ! Evidemment les règlements n'étaient pas respectés. Pourquoi ? (Sur un ton réprobateur, mais confiant dans la réponse.)

— Les patrons et assimilés : Pourquoi ? Mais oui, au fait. A cause des requilleurs. (Ils se retirent sur la pointe des pieds.)

— Le gouvernement : Oh ! quel malheur ! Nous nous associons dans ce moment exceptionnel... (Et vlan, un coup d'éponge sur tous les accidents du travail.)

Ça c'est connu, réglé comme du papier à musique.

Mais c'est pas pour ça qu'il faut tomber dans le panneau. Et pourtant ça a encore marché cette fois-ci.

— La population : Oh ! quel malheur ! Tout d'un coup. Et puis des jeunes. Il faut que les responsables soient punis ! (Déjà moins en colère, car le maire a été suspendu

et puis le reste est très long et compliqué.) (Larmes.)

— Madame Dumachine (mère de famille) : Et si ça avait été mon gosse... (Elle s'arrête un moment, parce qu'elle l'a déjà dit à la dernière catastrophe)... Il n'y a que le fric qui compte dans cette société... (Mais elle s'arrête définitivement là.)

— Madame Dupont (mère de famille) : Dans le fond, les parents sont fautifs. C'est scandaleux de laisser courir un gosse après 10 heures du soir.

Fin du spectacle. Tout revient dans l'ordre. Les gens crèvent quotidiennement au travail. Les jeunes continuent à s'ennuyer, s'ennuient à en mourir ; et c'est pas de leur faute. Les patrons, leurs flics et leurs juges maintiennent, à coups de matraques et de mensonges l'harmonie du ciel noir de la vie quotidienne, seulement lézardé par l'éclair de quelque lutte sauvage.

Et ce n'est pas encore cette fois-ci que le spectacle a été brisé. La manifestation de Grenoble regroupant des jeunes et des parents n'a pas été suffisante face à cette grandiose machinerie.

Mais, bon Dieu, les parents, allez-vous, une fois dans votre vie, vous remettre en cause suffisamment pour vous révolter et ne plus participer, d'une manière ou d'une autre, à l'embrigadement ou l'écrasement de vos gosses ?

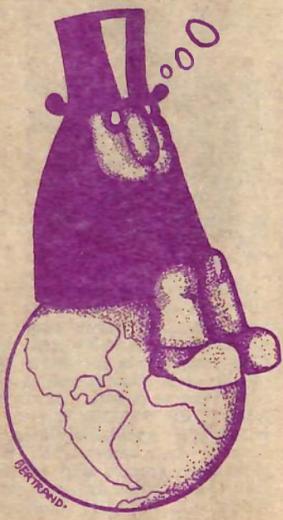
La seule douleur qu'on puisse avoir, c'est la haine !

Villeneuve-la-Garenne :

LES CASSEURS CONSTRUISENT LES BOURGEOIS DÉTRUISENT

(Suite page 8)

LES GAUCHISTES !
ILS VOIENT DE
LA POLITIQUE
PARTOUT !...



Chili : gagner les élections sans perdre la rue

Suite page 4

Les cocus de la R.A.T.P.

1^{er} COCU : « ON N'EST PAS MALHEUREUX A LA R.A.T.P., REGARDE LES GARS DE CITROEN ».

2^e COCU : « MON PERE TRAVAILLAIT, MON FILS TRAVAILLERA. POURQUOI ÇA CHANGERAIT ? »

3^e COCU : « IL Y A 15 ANS, LES HORAIRES ETAIENT PIRES QUE MAINTENANT. ÇA CONTINUE A S'AMELIORER ».

C'est malheureux à dire, mais à force d'en baver on trouve ça normal. C'est une espèce de fatalité, au pire on y prend goût. Mais à la R.A.T.P. je ne m'y habituerai jamais. Certains me diront : « T'as qu'à foutre le camp ! Ve chez Renault. » Je reste parce qu'à Renault c'est pire. Faut-il être heureux et satisfait à tout prix de cette pauvre vie de con ? Par rapport à l'ouvrier spécialisé qui est à la presse chez Renault, j' suis heureux. « Comment ça va ? » « Ça va, et toi ? ». Chacun joue son rôle d'homme équilibré, bon père de famille, etc. Le soir on pleure dans les bras de sa femme, si c'est encore possible. Sinon, on l'engueule. C'est vrai, si on y regarde bien : le chef de station, dans sa cabine, est tranquille ; les poinçonneuses, pendant les heures creuses, lisent leur roman-feuilleton favori ; le chef de train a un bouquin de cul ou un polard dans sa poche ; le conducteur de métro est assis, il suit

(Suite page 3)

ASSEZ DE FAIRE PARLER LES MORTS ALORS QUE DES VIVANTS

HURLENT

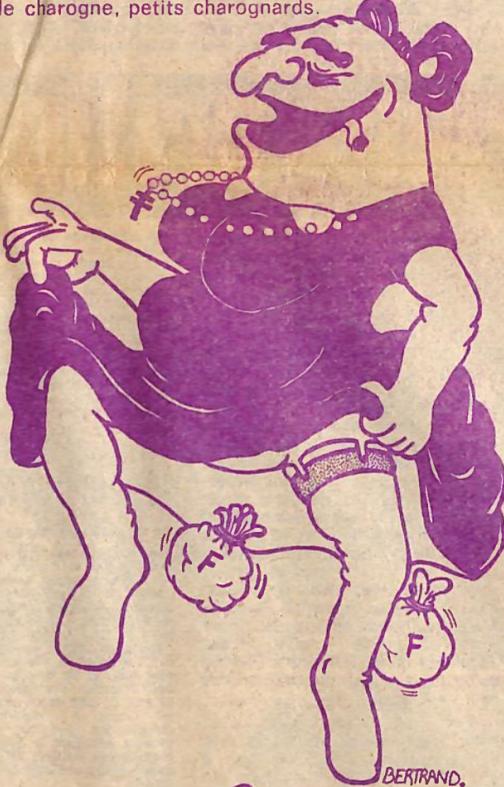
CHAROGNARDS

De Gaulle avait demandé dans son testament à ce qu'aucun chef d'Etat n'assiste à son enterrement. Représentant du vieux style de domination bourgeoise, il ne voulait pas que sa mort serve de pedestal à tous les petits requins. Tout ce qu'a trouvé Pompidou c'est de tourner le testament en faisant tout le grand ramdam à Notre-Dame en l'absence du cadavre.

Le délire nécrophagique s'est emparé des radios : entendu ce matin « les chefs d'Etat africains font dans Notre-Dame une note de couleur. Ils sont tous venus célébrer la mémoire de celui qu'il faut bien appeler leur bienfaiteur ».

Il n'y a plus de morale entre grands de ce monde. Nous, les dernières volontés de De Gaulle on s'en fout, mais qu'une bande d'aigrefins triche de façon éhontée avec ce qu'ils appellent, des larmes dans la voix, les dernières volontés du grand mort nous dégoûte.

A grande charogne, petits charognards.



la veuve joyeuse

PROCÈS DE MEULAN : **SPARTACUS** ou la révolte des esclaves. 4 pages spéciales dans "TOUT" supplément à TOUT réalisé par les comités libéré



KIDNAPPING

De Gaulle est mort les pieds dans ses pantoufles, en faisant une dernière réussite juste avant de regarder à la télé un hommage à Lénine.

Qui a eu le plus de peine ? Marcel Julliard, l'éditeur des « Mémoires ». Une grande plume s'envole. De grosses ressources sont taries.

Qui est le plus content ? Pompidou. Après Napoléon, Louis XVIII.

Il n'y a plus de gaullisme puisque de Gaulle est mort. Les bourgeois se mettaient d'accord sur de Gaulle faute de se mettre d'accord entre eux. Entre pro-israéliens et pro-arabes, pro-soviétiques et pro-américains, la guerre peut commencer à visage ouvert. Ce qui reste du Gaullisme (quelques dingues qui croient à la participation et au reste) se retrouve dans l'opposition ; au gouvernement, on va pouvoir s'entre déchirer sans craindre le retour de Papa. Chic alors !

En général les gens, au moins après coup, préféraient de Gaulle à Pompidou. D'abord parce que de Gaulle était lié dans beaucoup d'esprits à Mai : c'était un adversaire à la hauteur, le combat entre Mai et lui avait une autre gueule que l'ignoble « enrichissez-vous » de Pompidou.

Un certain type de personnel politique bourgeois claque. La médiocrité est à l'ordre du jour dans la bourgeoisie. Ils n'ont plus de héros, ils n'ont plus que des gestionnaires bouffis. Certes, ce sont les mêmes mais « la qualité de nos bourreaux nous importe ».

De Gaulle brouillait les cartes, c'était ennuyeux pour nous que les progressistes du Tiers Monde nous l'envient. La bourgeoisie n'a plus de « sauveur ». De Gaulle est mort de ce que l'histoire appartient à Mai.

NANTERRE :

les appariteurs (nouvelle sauce) passeront-ils à la casserole ?

LA TAULE

SUITE DU N° 3

BANDITISME LEGAL — DELINQUANCE SAUVAGE

Dans la première partie de l'article (n° 3 de TOUT) on voyait la transformation de la clientèle des prisons. Les Guerini entretenaient des relations combinées avec les fils et les matrons, sont désormais submergées par la masse de tous ceux qui ruent dans les brancards. Blousons noirs d'abord puis toutes les bandes de jeunes qui, depuis 68, se font tabasser dans les commissariats.

La préformation professionnelle : aussi réjouissante et pleine de perspectives que d'être travailleur chez Simca.

Les études, le seul but c'est d'avoir 3 mois de remise si on réussit le C.E.P. et se retrouver au cours pour chahuter.

La réinsertion sociale des prisons, les jeunes délinquants révoltés la tournent en dérision.

Pour la jeunesse entolée c'est les petites vacheries salaces en permanence.

C'est pourquoi l'esprit chahuteur et en même temps la volonté de « se faire un trou », c'est-à-dire de vivre au jour le jour, sans voir l'avenir, de se contracter sur soi-même, prédominent. Ceci implique évidemment une certaine sociabilité avec les autres qui ne peut s'exprimer qu'en jetant de la poudre aux yeux, c'est-à-dire en frimant :

..En frimant et en construisant un univers avec les autres sur les points qu'ils ont le plus directement en commun : préparer des coups.

Le cercle vicieux est bouclé. Mais qu'on ne croie pas que ces mecs ne souffrent pas.

Les têtes sont faites pour qu'ils souffrent, pour qu'ils en bavent. C'est vrai que beaucoup arrivent à s'adapter ; mais c'est factice. Tout peut péter un jour ; on ne peut pas rester un robot pendant des mois ou des années. Ils sont confrontés généralement à une hygiène affreuse, à une bouffe dégueulasse (90 % n'ayant pas de fric ne peuvent améliorer leur ordinaire en commandant du surplus à la cantine). Mais ils sont surtout face à un cloisonnement insupportable, à une bêtise poussée à l'extrême. Les crabes (sur-

veillants), même si quelques-uns s'humanisent après un certain contact avec les détenus, sont des pauvres mecs qui ne prennent pas de responsabilités. Ainsi, tout est sujet à des brimades dues à la connerie du système autant qu'à personnel. Le système pensylvanien (un seul détenu par cellule), de plus en plus en vigueur, est vraiment affreux. Beaucoup préfèrent des têtes sales où ils ne sont pas seuls en cellule, plutôt que des têtes modernes comme Fleury-Merogis, où l'isolement est la règle.

Le refoulement sexuel est la règle et le jeune (ou la jeune) prisonnier (e) le ressent d'une façon épidermique. La masturbation devient une drogue, l'aboutissement de toutes les envies, et un moyen d'oublier. En fait, même dans les pays où les femmes ont le droit de coucher avec leurs maris (en Suède une fois par mois), le problème reste entier, car les jeunes délinquants connaissent des filles ponctuellement en général ; par là même des différences énormes existent entre ceux qui ont une femme et ceux qui n'en ont pas, sans parler des filles et des femmes de détenus qui les laissent tomber ne serait-ce que parce qu'ils ont fait un vol de

voiture. Le problème est le même pour les filles en tête.

Citation : « Mon pote, la masturbation mure dans la nuit. »

soir c'est la veuve à 5 doigts qui fait le boulot et l'entends tous les mecs à côté... Ça fait un mur.

L'amitié et l'amour ne peuvent plus vraiment exister. Ainsi de jeunes détenus qui sont là pour quelques années refusent souvent des rapports véritablement fraternels avec d'autres qui sont là pour des peines plus courtes. « L'amour » de la famille, c'est des dialogues de sourds au parloir, le plus souvent une corvée pour ceux qui sont là depuis un certain temps.

La réalité extérieure n'est en effet plus compréhensible. Seuls quelques journaux Paris-Match et quelquefois la radio donnent une idée de l'évolution du monde. On a ainsi vu des vieux toulousains refuser de sortir au bout de 20 ou 30 ans ou faire un coup immédiatement pour retourner en prison.

La radio et les journaux entretiennent d'ailleurs le cercle vicieux. La publicité, les belles filles en bikini sont les sujets principaux de discussion, les articles de fond passent au-dessus de la tête, sauf lorsqu'il s'agit de délinquance ou de gauchistes.

La radio distillée à heures fixes modèle la conscience et devient plus nécessaires que les cigarettes. Certains jeunes en arrivent à parler comme tel présentateur ou à admirer telle présentatrice pour sa voix.

Le cinéma toutes les semaines chez les garçons se transforme en une séance de défoulement où tout le monde se marre quand le film est drôle et « vit » un peu. Chez les filles, la sensibilité est plus développée et les larmes sont nombreuses.

Cependant, si certains ont une vie à caractère végétatif, un grand nombre lutte, que ce soit individuellement ou en groupe, pour ne pas devenir des robots « bien limés et réajustés » (sic manuel d'apprentissage des éducateurs de l'éducation surveillée). La lutte se traduit spontanément par des révoltes individuelles ou collectives, très dures, contre le système. (Plus exactement contre la goutte d'eau qui fait déborder le vase :

un crabe plus emmerdant, une restriction de tabac, un problème de raps ou de promenade.) Elle se traduit par la volonté d'étudier, de rester un homme en prison, c'est ta drogue, le — l'étude entendue comme soif de connaissance — par des initiatives de jeu pendant les promenades et la fraternité pour les autres, par exemple filer des cigarettes à ceux qui sont au mitard (cellule disciplinaire) et qui sont privés de tabac, en sachant qu'on est passible soi-même de 15 jours de mitard, avec un repas solide sur deux.

La lutte, c'est aussi les idées de mai 68 (énormément de jeunes toulousains ont participé aux barricades ou aux luttes dans les usines. Grâce aux gauchistes emprisonnés, ces idées se répandent encore plus et se traduisent par une prise de conscience de plus en plus grande du rôle de la société en place et de leur situation relativement à cette société.

Le problème est, pour les gauchistes, d'avoir le droit à la parole. Ceci implique faire de la politique une arme de tous les instants, dans les jeux, dans les discussions, au cinéma, dans l'entraide. Changer la vie, c'est se foutre de la gueule du système tout en le subissant, mais en étant prêt à lutter violemment contre. C'est « vivre » soi-même, retrouver un but dans les moments les plus durs.

Ciel de pluie, ciel d'orage,
Il flotte et c'est gris,
La fumée emplit la piaule,
Et la pensée s'en va.
Eclaircie, joie d'un jeu,
Ou d'une discussion ;
La pensée revient
Le ciel peu à peu se lave
Et les jours passent.

C'est en même temps aider les autres à vivre (en filant des bouquins, en ayant un maximum de créativité dans les jeux, etc.). C'est montrer la vie future telle qu'elle sera, sans prison et sans flics. Pour le peuple, pour la jeunesse. C'est impulser la prise de parole en classe ou dans les séances de cinéma-débat. C'est ridiculiser l'oppression en montrant sa faiblesse en même temps que son côté intolérable.



Vous êtes là pour juger, pas pour acquitter.
L'ASSIETTE AU BEURRE.

Pour nous, le fait d'être mêlés au droit commun est fondamental ; c'est une expérience riche qui fortifie et qui nous donne un point de vue modeste. Ces types font partie du peuple et ils en ont de plus en plus conscience, ils n'acceptent plus les règles du jeu ; ce sont des révoltés. Ils commencent à prendre conscience de leur nombre et de leur force. L'ancienne notion de lumpen-prolétariat est périmée, même si, comme nous l'avons déjà dit, il y a dans leur révolte des aspects emmerdants pour l'unité du peuple : racisme anti-arabe assez développé, qui est plutôt une hostilité venant de l'intoxication liée à la guerre d'Algérie. Par contre, il n'y a pas de racisme antinoir.

Nous ne sommes pas des prisonniers politiques, ou alors tous le sont. Prenons le pouvoir au contre-pied et ayons le courage de crier :

NOUS SOMMES TOUS DES DROITS COMMUNS

Courrier critiques diffusion

Il est difficile de tout faire d'un seul coup, alors on compte sur tout le monde pour distribuer, coller les affichettes, vendre des journaux, aller discuter le bout de gras avec les kiosquistes.

L'A.G. DE TOUT

Que les cellules de rédaction se décentraient sur la Province, très bien.

Mais ça ne résoudra pas le problème principal à mes yeux :

Une vision de la réalité différente, des motivations différentes ; le fossé qui sépare ouvriers-intellectuels au niveau de la vie, du langage parlé et écrit, du langage graphique, artistique et au niveau des idées.

Ce n'est pas par une recherche unilatérale que ce fossé sera comblé. Il faut former des groupes de travail des journaux où le langage propre aux intellectuels et aux travailleurs, avec toutes ces contradictions, décalages, puissent voir le jour. Ce n'est pas le cas aujourd'hui.

Pas de formes trop brillantes dans les journaux où seul l'intellectuel s'exprime et s'identifie. Pas de discussion pleine de virtuosité écrasante pour le gars qui est entrain de s'alphabetiser politiquement.

Pas trop d'assurance, un peu plus de recherche et de modestie — C'est en posant les questions que l'on obtient les réponses.

Si on s'organise sur ces bases, les travailleurs viendront, resteront et ne se couperont pas de leur réalité.

Je propose que les intellectuels se déplacent pour faire des enquêtes auprès de tous les travailleurs avec qui on a des contacts, avec un questionnaire établi à l'avance. — Un brassage d'idées est indispensable. Il faut que les gars qui sont isolés ne le restent pas.

Discuter avec des ouvriers ou paysans ne pourra faire que le plus grand bien à tout le monde. — Nous soutiendrons mutuellement. Cela nous permettra l'apport d'un sang neuf dans les comités de rédactions ainsi que des idées plus justes.

A partir de ces enquêtes, faire une analyse de la situation en présence du plus grand nombre de travailleurs.

JE SUIS RETOURNÉ DANS UNE A.G.

J'écris pour ceux qui en savent un peu moins que moi — ceux qui en savent un peu plus écrivent pour moi — et ceux qui en savent beau-

pas — quand à ceux qui me lisent coup plus ne me liront sûrement si je peux leur faire un pas en avant ce n'est que justice.

ÇA Y EST ? LES GARS JE SUIS RETOURNÉ DANS UNE A.G. Une A.G. c'est une assemblée générale de quelque chose... d'un parti, d'une cellule d'un journal enfin d'un truc où tout le monde a envie de causer à tout le monde d'un sujet qui l'intéresse pas forcément tout le monde... Bref l'A.G. du journal en question, a eu lieu dans un amphithéâtre des Beaux-Arts de Paris. Deux cents et quelques personnes qui causent comme en Mai 68 chacun en fonction de sa discipline politique, de ses intérêts idéologiques et de plein de trucs allant de la bonne ou mauvaise digestion d'un casoulet toulousain ou de la partie de jambe en l'air de la veille, de ses angloisettes métaphysiques à l'article qu'on lui a refusé ou qu'il a écrit pour le journal...

C'est chié, c'est chiant, c'est beau, c'est moche, enfin une A.G. depuis 68 rassemble un peu à toutes les A.G. Il y a un type qui sait de quoi il cause et il semble être le seul, y a un type qui ne sait pas de quoi l'autre a causé et on l'applaudit, il y a un militant de province (c'est comme dans le théâtre de boulevard) qui dit que les intellectuels se branlent et qu'il est temps de passer au choses sérieuses, car lui et ses camarades ont commencé un action et qu'il faudrait voir à en envisager d'autres et que si, et que ça, et que merde ! (applaudissements).

Et le plus insensé dans tout ça, tu sais quel ? C'est QU'IL EN SORT QUELQUE CHOSE. Sans blague !

L'APRÈS LUTTE

Le journal que nous voulons doit faire circuler les informations sur ce qui se passe, bien sûr, mais il est facile de constater que tout le monde n'en tire pas les mêmes conclusions (pour expérience lire, sur une même lutte, la CDP Rouge, les Cahiers de mai et il y a de quoi s'effoler). Il doit aussi permettre de tirer un certain bilan des luttes menées (bien à chaud, donc partiel, après une lutte mais aussi bilan plus général : intégration de la lutte dans la situation politique générale). C'est ainsi que si l'article du no 1 sur les vacances essaie de donner diverses informations sur ce qui s'est passé, il n'a pas essayé d'en tirer un certain nombre de conclusions. Je pense qu'il faudrait faire appel à tous ceux qui y ont participé pour réfléchir là-dessus. (Je pense notamment aux festivals pop : si les actions engagées ont un certain côté positif, elles n'ont pas permis à ma connaissance de créer de nouvelles liaisons entre les militants et « vacanciers » et de faire prendre des initiatives à ces derniers ; de même pour les Rolling Stones ou répéter l'entrée gratuite et prise de paroles tous les soirs aurait permis de ne pas laisser des sympathisants isolés et désorientés ; cela aurait changé leur caractère limité d'action exemplaire).

Un travailleur R.A.T.P.

De même nous devons nous pencher non seulement sur les luttes, la façon dont elles se déroulent, leurs résultats... mais aussi sur « l'après-lutte ». C'est-à-dire quels moyens avons-nous de stabiliser le fonctionnement des nouveaux ouvriers qui se sont « distingués » lors des luttes. Je pense que l'expérience des Cahiers de mai peut être intéressante et c'est là que le rôle du journal non seulement n'est pas clairement défini mais encore risque d'être un échec (cf. Cahiers de mai ou Idiot International) échec car on crée son propre groupe ou se mettre à l'unisson d'un groupe existant déjà.

Un camarade de Toulouse

SURPOPULATION ?

A l'affectionné Journal « Tout », Je voudrais que ma lettre soit publiée d'abord parce qu'on m'a toujours « cloué le bec » quand j'avais quelque chose à dire, ensuite parce que ce que j'ai à dire concerne beaucoup plus les mouvements révolutionnaires qu'on ne semble s'en soucier.

Je viens d'une famille d'ouvriers pied noir, nourrie de soupe au bouillon Kib chez moi, et de crucifix en épinards pendant 7 années d'orphelinat. De sorte, qu'à 23 ans, je suis assez mal en point à tous les niveaux. Je le reconnais donc. Mais je connais des gens très attachants qui ne peuvent s'éveiller à rien parce que étant conditionnés à tout subir, ils ne voient dans ce fait qu'une donnée naturelle des choses.

Ma mère est morte à l'hôpital psychiatrique, à 38 ans, ça n'empêche que je sois très trépidant par la catastrophe véritable qu'est la surpopulation dans le monde, en parallèle avec l'épuisement des ressources alimentaires et d'énergie, dans une bonne proportion, non renouvelables. Vous voyez pourquoi j'aurais voulu qu'on écrive là-dessus dans « Tout ».

J'ai un petit enfant de 2 ans à qui je chanterai : « Petit poisson ne deviendra jamais grand ».

Je suis donc, eh... pour une surpopulation d'individus révolutionnaires faisant craquer le cadre de leurs habitats.

Voici les deux seules lettres d'insultes qu'on a reçu. La deuxième est d'un camarade, la première n'a été pour nous qu'une curiosité. Mais nous ne sommes pas seuls à juger.

BOURGEOIS DÉCADENTS

Monsieur Sartre

Le sort du peuple paraît vous préoccuper beaucoup. Ce qui ne peut qu'être tout à votre honneur. Mais quand vous parlez de la bourgeoisie décadente, permettez-moi, Monsieur, de sourire. N'êtes-vous pas vous-même un bon bourgeois décadent ? Si « décadent » même, que vous abusez odieusement du peuple qui, si vous continuez, grâce aux mensonges que vous cautionnez, s'acheminera lentement vers une guerre fratricide et... Non, Monsieur Sartre, le peuple n'est pas d'accord avec les conneries imprimées dans les journaux que vous dirigez. Sachez, Monsieur, que les ouvriers ; ceux qui travaillent, pas ceux qui font les coups dans la rue, n'ont rien à foutre des conneries débitées dans des canards conards. Les ouvriers ont une arme pour défendre leurs intérêts. Cette arme c'est la grève. Quand ils l'utilisent c'est à de très rares exceptions près). Toujours avec respect et dignité.

En ce qui concerne Monsieur Geismar, les ouvriers ne sont pas en larmes.

Il nous importe peu que ce Monsieur soit en prison.

Nous nous souvenons de Mai 1968, quand ce Monsieur osa se présenter à la porte de notre usine au volant d'une somptueuse voiture ; s'il ne reçut pas de coup de pied au cul, il ne le dut simplement qu'à sa prompte retraite.

Donc, Monsieur, je crois vraiment que vous perdez votre temps à envoyer à la porte de notre usine vos idées distribuées gratuitement les journaux parfumés dans votre fosse d'aisance.

Ayant lu le n° de « TOUT » et étant encore tout imprégné de son vocabulaire, je pense que vous aurez la bonté d'excuser la verdeur et la trivialité de mon langage.

E. MENTION

P.S. Par pitié pour les peuples prenez votre retraite et reposez vous bien, vous en avez certainement besoin, lui aussi ! Merci.

ENLEVEZ UN MINISTRE !

Vous voulez des critiques, en voilà : votre canard c'est tout simplement de la merde ! En guise de révolution, vous nous servez froid du Tchad, de l'émigré, de l'exploité et Compagnie et tutti quanti... Vous parlez de prolo — on ne trouve pas une page où ce mot ne figure pas — et que se dit-il derrière tout ceci ? un paternalisme dégueulasse, une mode démodée, un pitit abjecte ; vous voulez défendre et en fait vous entrez dans le jeu des marceux (qui vous sait inoffensif). Que de jeunes gens se donnent le titre (glorieux ?) de prolo cela me donne envie de dégueuler, vous me faites penser aux mecs de 68 qui allaient au baroud après avoir planqué leur triumphant dans un quartier paillard. Vous ne risquez rien. Vous êtes révolutionnairement châtés ! Que faut-il faire ? D'abord fermer vos gueules et agir : le Canada, l'Amérique latine, donnez l'exemple. On les félicite mais on planque sa bonne conscience (révolutionnaire ?) derrière des approbations morales qui ne coûtent pas chères. Enlevez donc un ministre, un ambassadeur n'importe quel saïaud (ça manque pas !) échangez le contre Geismar. Faites sauter la banque en France, l'Élysée, l'Ambassade U.S... La révolution ce n'est pas Hugo ni de Vigny... Sachez-le et vous l'ignorez. Quand vous en serez là question action, écrivez-moi... j'ai de bonnes idées...

Salut camarades et sans rancune...
Un camarade de Paris

SUR QUEL FRONT ?

Je crois comprendre dans votre Journal la volonté de tenter la conciliation entre les deux lignes de force actuelles du mouvement révolutionnaire : lutte des classes et « décolonisation de la vie quotidienne ». Une conciliation, difficile certes, devient en effet urgente entre ces deux conceptions de la lutte. Difficile car elle paraît comprendre en gros au problème du clivage « étudiants-ouvriers ». Il semble que cet effort n'ait pas encore été mené à bien par aucun groupe politique... bien que tenté par certains — si ce n'est en allusions vagues et sans suite cohérente donnée. En général les groupes se préoccupent en priorité, ou même exclusivement de l'un ou de l'autre de ces aspects. Il est en effet indispensable de mener la lutte sur les deux fronts et les luttes actuelles ne seront libératrices que dans la mesure où, au-delà et à travers des revendications salariales légitimes — qu'il faudrait être inconscient pour négliger — se manifesterait un désir de rupture, un affleurement de besoins nouveaux, une prise de

conscience, non pas seulement de classe mais de la mystification et de l'aliénation — sur le lieu de travail mais aussi dans l'environnement, la vie quotidienne elle-même.

Le « Oser lutter » et le « Faites-le ici, maintenant » sont l'expression d'un même combat : d'une part le lutte de classes revendicative contre l'économie capitaliste, d'autre part et en même temps la lutte contre l'oppression et la hiérarchie (y compris celle des partis et des syndicats). La riposte au capitalisme sur ces deux plans, de travailleurs devant prendre en main leurs propres luttes, pose aussi le problème de la conception du militantisme et de l'organisation.

Cette forme de riposte doit-elle être considérée comme un moyen ou comme une fin ?

Comme un moyen : pour amener un nombre toujours plus grand de travailleurs à une prise de conscience, permettant la constitution de groupes révolutionnaires ayant comme but la formation d'un parti de type léniniste.

Comme une fin : la nature même et le contenu de la riposte amenant les travailleurs à prendre conscience de leur force d'une part, d'autre part de la nécessité de leur libération totale vis-à-vis de toute aliénation et de toute exploitation.

Autrement dit : la façon dont nous luttons aujourd'hui contre le capitalisme et la société établie préfigurant la nature de l'organisation que nous voudrions nous donner — le moment venu — par une « intervention » du futur dans le présent.

Cette force de libération, cette révolte avec une part de spontanéité, même si elle est le mouvement même de la tendance, l'organisation pourra-t-elle, et est-il souhaitable — qu'elle puisse accepter un parti de type féministe ?

Faut-il continuer à se rattacher aux « mecs du passé » ou bien envisager un « passément » à faire et se faisant — sans pour cela renier ceux qui ont contribué à notre formation ?

« TOUT », 27, rue du Faubourg Montmartre, Paris, 9^e (adresse provisoire : écrire seulement).

PETITES ANNONCES : si vous avez des chambres à des prix dérisoires, des trucs à annoncer aux copains, faites parvenir au journal.

Directeur de publication : J.-P. SARTRE.
DIFFUSION N.M.P.P.
IMPRIMERIE AGROFILM, 11, rue Ferdinand-Gambon, Paris-20^e.

Il faut beaucoup d'argent pour « TOUT »
Tout l'argent des versements militants doit rentrer aussitôt
Collectez des abonnements

BULLETIN D'ABONNEMENT

TOUT 27, rue du Faubourg-Montmartre
Nom :
Prénom :
Adresse :

Ci-joint un versement de 25 F pour vingt-six parutions.
 C.C.P. à l'ordre de « Tout ».
 Mandat-lettre.
 Chèque bancaire.
 Soutien : 50 F ou plus.

Haba - keiri Hebebe
interdit à l'affichage
à la vente
Y en a marre ! et la parole !
Merde alors !

Assemblée Générale de TOUT
SAMEDI 28 NOVEMBRE 1970
à 15 heures

Ecole des Beaux Arts, rue Bonaparte
PARIS-6^e

Métro : St-Germain-des-Prés

Camarades de Province : envoyez des délégués.

Les cocus de la R.A.T.P.

SUITE ET FIN

le rail. Quant à la maîtrise, elle se porte bien, merci ! On fait la grève pour elle ! Pas de chômage à la R.A.T.P. Ça tombe tous les mois. Bien sûr, il y a la modernisation, on ne sait pas comment ça va se terminer. Les effectifs du personnel vont être diminués de moitié. Mais ça va se faire en douceur, chacun l'espère (pourvu que ça ne me tombe pas dessus !). Et puis, il y a les syndicats : il y en a 17, des syndicats, à la R.A.T.P., à se disputer le gâteau. Que disent les syndicats ? « La modernisation, c'est une bonne chose ! On ne va pas brûler les machines, non ? » C'est bien connu : l'ouvrier a un profond respect pour l'électronique et le sabotage.

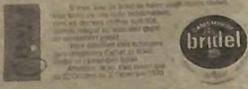
Bon ! Mais que va-t-on devenir ? Il n'y a déjà plus de concours « conducteur ». On réserve ces postes pour la reconversion des emplois déjà liquidés. La R.A.T.P. va-t-elle transformer 15 000 agents en conducteurs de métro ? Certainement pas ! Alors, il y aura des surprises, d'ici un an ou deux : les receveurs de bus sont reconvertis

en chef de station, alors que les chefs de station vont disparaître. C'est pas un peu louche, ça ?

4° COCU : « LE TRAVAIL N'EST PAS FATIGANT ! »

Il suffit de regarder un gars qui a dix ans, vingt ans de maison pour voir dans quel état il est, à 50 ans. Il ne profitera pas longtemps de la retraite. S'il y arrive ! Le bruit, les vibrations, les voyageurs nerveux, les horaires : jours mixtes, nuits, le S.M.I.G. oxygène pour le métro, ça compte à la fin d'une carrière. 50 % des inaptes conducteurs le sont pour maladie nerveuse. Pour la vie de famille, c'est bien connu : la R.A.T.P. et la S.N.C.F. sont les entreprises où il y a le plus de divorces et de cocus sexuels. Les grosses plaisanteries sur les nanas, les boudins, ne cachent pas la tristesse et la vie lugubre du petit fonctionnaire.

Ne jetez plus vos tickets de métro.



C'est pas le goût du cambembert qui fera passer la hausse !

5° COCU : « LA VIE EST CHERE ! C'EST PARTOUT PAREIL ! »

Le système est étudié de façon à ce que tout se paye au maximum. Pour cela des milliers de tonnes de pêches, de pommes de terre, artichauts, vignes, sont détruits

chaque année. Afin de pousser les agriculteurs à les détruire et non à les distribuer, l'Etat verse une prime. Alors que les vieillards touchent 4,50 F par jour pour vivre, alors que les cantines dans les écoles sont infectes — les articles ménagers sont spécialement étudiés pour ne fonctionner que pour quelques heures — les bas qui filent, les chaussettes trouées, longuement étudiés ! Le matériel qui va à la conquête spatiale, qui est autrement plus compliqué, n'a pas, lui, de bas qui filent. Le capitalisme aime vendre de la camelote, il a plus de profit tout en perpétuant son marché commercial futur. C'est pour quand les usines en équipe 3 x 8 à fabriquer des cocottes en papier ?

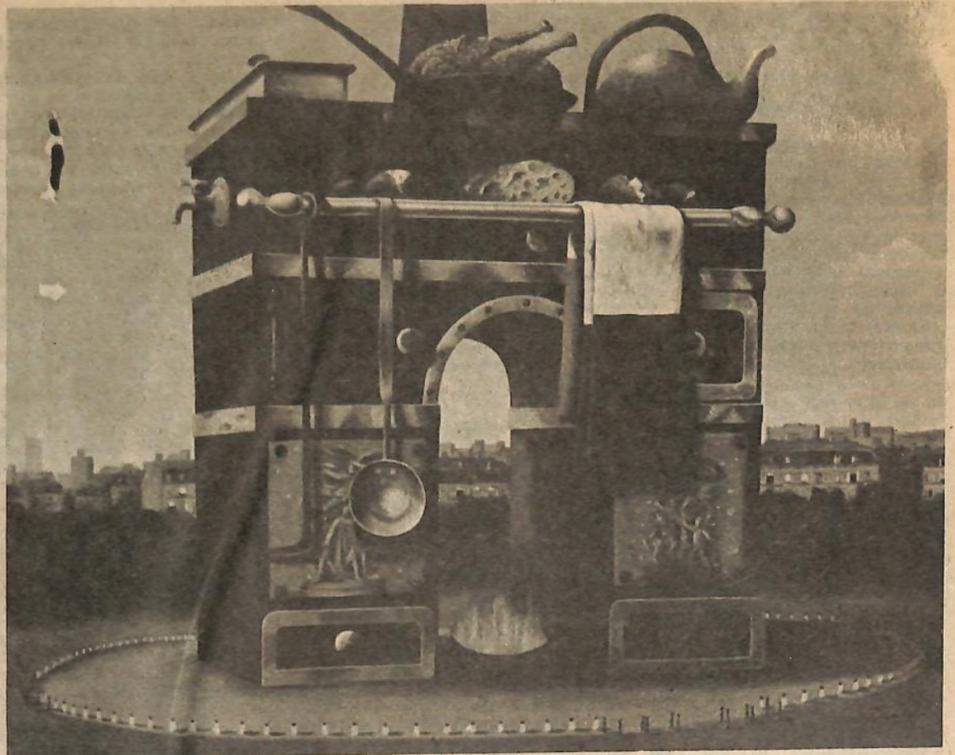
S'asseoir sur une chaise dans les squares (qui se font rares) coûte 0,40 F. Partir en vacances à la mer ou à la montagne coûte cher à la famille ouvrière, tellement cher que beaucoup restent dans les villes. L'oxygène se vend bien — le soleil, c'est pour les riches —. « Mon papa travaille pour me nourrir, pas pour aller en vacances. » Nous avons également les dentistes made in R.A.T.P. : véritables bouchers et qui nous coûtent très cher (en nature).

6° COCU : « TU VEUX FAIRE LA REVOLUTION - R E G A R D E L'U.R.S.S., ÇA MARCHE A LA TRIQUE LA-BAS. MOI JE PREFERE POMPIDOU A BREJNEV ! »

C'est vrai que l'ouvrier n'a pas besoin du capitaliste. Il n'a pas besoin non plus d'une bourgeoisie rouge.

1789 n'était qu'un début. Le combat continue !

Un gars de la R.A.T.P.



L'un des groupes exposant au Salon de la Jeune Peinture, la coopérative des « Malassis », a choisi, cette année, comme thème commun, les monuments de Paris. Cette coopérative a été créée dans le but de mettre en commun des moyens de production, des connaissances techniques. « Elle doit nous permettre, écrivait-ils dans leur dernier bulletin, d'éditer au plus vite, plus souvent, et de mieux diffuser. »

Un certain nombre d'autres peintres se sont joints aux Malassis. Nous reproduisons ici un tableau exposé par l'un d'eux : Lucien MATHELIN.

les vrais fous se sont eux...

Un copain qui est garde psychiatrique dans un hôpital de l'Ouest de la France nous a envoyé ce texte, en nous écrivant : assez de dénonciations « de l'extérieur » des hôpitaux psychiatriques, donnons la parole aux fous.

Michel T. a 19 ans et demi. A 14 ans, orphelin depuis sept ans, il a fréquenté de jeunes délinquants et il a pris part à un vol de voiture. Lui a été condamné à 8 jours de maison d'arrêt vu son âge et sa situation familiale. Il a préféré ça à la maison de correction, où il serait resté sans doute plus longtemps.

Dès sa sortie de taule, il a été pris en main par l'Assistance publique, qui l'a mis au foyer Saint-Louis, à Caen. Après plusieurs fugues le foyer le place chez plusieurs patrons. Il atterrit enfin à Honfleur comme barman-plongeur. Son patron, un maquereau notoire, l'emmenait de temps à autre à Paris régler ses comptes dans des endroits peu recommandables. Il s'est même « maqué avec une femme de 50 ans, divorcée et mère de famille ». Apparemment il a eu ses premiers rapports sexuels avec cette ancêtre.

De cette expérience il a gardé un goût très prononcé pour la chair féminine. Au point qu'il lui est devenu impossible « d'aimer vraiment une femme pour autre chose que pour son seul corps ».

Il y a quelques mois, il s'est attaché à une fille de son âge ; elle l'accaparait à un tel point qu'il ne voyait d'autre issue avec elle que le mariage. Cette situation a commencé à lui peser ; il a pris une importante quantité de barbiturique et s'est retrouvé à l'hôpital général de Honfleur.

Maintenant il a complètement oublié cette fille et compte retrouver son travail à Honfleur comme si de rien n'était. Seulement il n'a pas du tout apprécié que l'hôpital l'ait envoyé faire un séjour à l'hôpital psychiatrique de Caen.

LES PSYCHIATRES, C'EST EUX LES VRAIS FOUS

— Pour t'envoyer ici, il y a un médecin qui t'a interrogé ou examiné ?

— Absolument pas ! On m'a envoyé d'office, sans qu'on m'ait demandé quoi que ce soit. Personne ne s'est penché sur mon cas. J'ai fait une connerie, mais je ne suis pas un malade mental. Alors on me met avec des gars qui sont complètement bousillés. C'est des loques, les gars que tu vois ici. Ils ne sont plus rien ; ils sont là, c'est tout. Tu parles d'une ambiance !

— Tu as vu le psychiatre ici ?

— Oui, mais je n'avais rien à lui dire. Comment veux-tu qu'il me comprenne ? Il s'en fout de mon histoire. Les psychiatres, c'est eux les vrais fous. Ils ont fait des études, mais ils sont bêtes. Là je ne peux rien dire, mais quand je sortirai, je leur écrirai une lettre où je les accuserai. D'ailleurs, si dans une semaine je ne suis pas parti d'ici, je me suicide. Comme ça ma lettre servira à les rendre responsables de ma mort. Ce jour-là, j'espère qu'ils écopent, parce que j'en enverrai des copies un peu partout.

Quelques jours plus tard, à l'idée de suicide s'est substituée celle de l'évasion.

LES MEDICAMENTS, ON LES RECRACHE

— Je ne te le dis qu'à toi, je sais que tu ne le répèteras pas ; je ne prends pas mes médicaments. Je m'arrange toujours pour arriver dans les premiers à la salle à manger — les médicaments sont distribués avant les repas sur une table à l'entrée de la salle à manger par deux infirmiers ; les pensionnaires font la queue —. Je mets ce qu'on me donne dans la bouche et je vois aussitôt m'asseoir à ma place. Là je recrache tout dans un petit sachet en plastique. Comme tout le monde est occupé autour de la table où sont les médicaments, personne ne me voit.

— Tu n'es pas le seul à ne pas les prendre ; quand on fait le ménage, on en retrouve partout sous les lits, dans les chiottes...

— Tu parles ! Les premiers jours je les ai pris, mais j'ai failli m'écraser en allant aux chiottes. J'étais dans les vaps. Mais quand je serai sorti je lui écrirai à Girard (le psychiatre qui s'occupe de lui) que je ne les ai pas pris, ses médicaments ! Tu parles d'un con ! Quand je vais le voir, je lui dis que je suis un peu faible. Il dit que c'est normal. Il croit que sa thérapeutique me fait de l'effet ! — C'est pas étonnant ; il te soigne avec des neuroleptiques pour « te calmer » ; il augmente les doses peu à peu, jusqu'à ce qu'ils appellent le plateau. Puis il les diminue peu à peu. Plus tôt tu lui fais croire que tu en es au plateau, plus tôt il te relâche.

— Tu parles d'une fumisterie ! Le tract ci-joint a servi dans les discussions.

Il devait partir à la fin du mois d'août, mais on lui a annoncé qu'il devait attendre jusqu'au 15 septembre que son psychiatre ait rentre de vacances !

Quelques jours plus tard, il s'évadait de l'hôpital avec un jeune hippie qui venait d'arriver « sur les conseils » des flics qui le soupçonnaient de se droguer. L'évasion a été une réussite totale. Comme ils étaient en service « libre » (!) on n'a pas fait de grandes recherches.

EXTRAITS DU TRACT DISTRIBUE DANS LA REGION

[...] De même que tout prisonnier a un air d'assassin et que tout assassin se proclame innocent et que pour cette double raison on se dit qu'on a bien fait de l'entêter, de même toute personne arrivant à l'hôpital psychiatrique a bien une tête de fou et veut nous faire croire qu'il a une vue très claire de sa situation, le mûlin !

[...] Mais en même temps, il n'est rien de tel qu'un régime pareil pour rendre des gens bien portants complètement dingues, déprimés, quand ils ne sont pas déréglés physiquement par les médicaments qu'on leur donne.

Les seuls malades de l'hôpital psychiatrique, c'est presque ceux qu'il a lui-même produit !

Pour ceux dont le milieu social a besoin de se débarrasser, l'hôpital psychiatrique, c'est la prison politique.

Pour ceux qui sont réellement déréglés, c'est Buchenwald à petit feu. [...]

Contrairement à ce que l'on pourrait croire, les « fous » sentent et jugent leur situation comme étant profondément injuste.

L'asile, ce n'est pas l'envers de notre société rationnelle ; c'est une bâtisse qui a sa place dans cette société comme le placard à balais dans une maison bourgeoise. Entrer à l'hôpital psychiatrique, ce n'est pas passer de l'humain à la barbarie, c'est passer d'un lieu de la société capitaliste à un autre ; tout dépend des capacités de chacun à répondre aux nécessités de la vie productive. [...]

A BAS LES FLICS A CORNETTES !

A BAS LES PSYCHIATRES BETES ET MECHANTS !

A BAS LE TRAVAIL SALARIE !



LÉO BROUWER : LE RYTHME DE LA RÉVOLUTION

Léo BROUWER, 31 ans, est un des plus grands compositeurs cubains. De passage à Paris, il a répondu à nos questions.

TOUT : Depuis la prise du pouvoir par Fidel Castro, quelles sont les transformations les plus importantes dans votre activité musicale ?

L.B. : D'abord, un esprit de communauté ou de collectivité que je n'avais jamais expérimenté auparavant. Ensuite, en tant que créateur, j'ai suivi une rapide évolution vers les formes les plus nouvelles (dites « expérimentales ») du langage musical. J'ai trouvé aussi un contact direct avec les formes populaires qui influencent mon œuvre en général. Enfin, mon travail s'oriente, sans préjugés, vers toutes les formes d'activité musicale (cinéma, télé, radio, concerts, enseignement, direction d'orchestre, etc.).

Tout cela détermine une sorte d'éclatement de la spécialisation professionnelle. Malgré leur nécessité et leur urgence, seules les tâches bureaucratiques ne m'ont pas attiré. En deux mots, depuis le triomphe de la révolution de Fidel, le rôle du professionnel dans sa « tour d'ivoire » a cédé le pas à l'ouvrier intellectuel, en contact étroit avec la vie quotidienne.

TOUT : Pouvez-vous nous parler de l'activité musicale à Cuba ?

L.B. : (...) L'enseignement de la musique, mis à part le fait qu'il est réellement ouvert à tous, se développe de la même manière et souffre des mêmes erreurs que dans un Conservatoire français ou allemand. Je veux dire par là que les quelques réformes de l'enseignement de la musique faites à Cuba n'ont pas résolu deux problèmes fondamentaux de l'enseignement, à savoir : accélérer l'apprentissage, d'une part, et former des futurs professionnels en les renseignant sur toute la problématique musicale jusqu'à nos jours,

d'autre part. Un des aspects importants de ce problème est dû au fait que les professeurs qui réalisent la réforme sont souvent de l'ancienne génération et, s'il y avait une réforme complète, ils se sentiraient culturellement affectés.

Je veux dire aussi qu'à Cuba, tout le monde participe à la production. Comme notre premier ministre Fidel Castro qui coupe les cannes à sucre, nous réalisons aussi des travaux agricoles. Les musiciens sont cependant obligés de trouver un compromis entre les nécessités économiques et leurs propres tâches révolutionnaires.

En effet, si chacun sait qu'un chirurgien doit faire attention à ses mains, peu de gens savent qu'un violoniste doit prendre pour ses mains tout autant de précautions (cependant, à la différence du chirurgien, il ne risque pas de tuer ses patients, il risque tout au plus d'écorcher les oreilles, ce qui est moins grave). Néanmoins, nous, les musiciens, participons aux travaux champêtres, parce que notre économie est fondamentalement agricole.

TOUT : Quelle est l'influence de la vie politique sur votre activité ?

L.B. : Vous connaissez les discours aux intellectuels et aux artistes de Fidel Castro en 1961, et le principe : « Avec la révolution tout, contre la révolution, rien ».

Cela fut le départ d'une très grande liberté de l'artiste et de l'intellectuel cubain. Cela allait de pair avec leur politisation, et leur participation à la vie quotidienne.

A partir de là, des nuances se firent jour entre la pratique des musiciens révolutionnaires de Cuba, et celle des musiciens révolutionnaires

de Cuba, et celle des musiciens révolutionnaires des pays capitalistes. Alors qu'un artiste révolutionnaire du monde socialiste construit son propre avenir, l'artiste révolutionnaire du monde capitaliste détruit les bases de ce monde, qui a cessé d'être le sien. Les différences avec l'artiste réactionnaire sont évidentes : il reflète, par ses attitudes de vie, son manque de contacts avec la grande collectivité, bien qu'il se réclame d'une ligne esthétique d'avant-garde, faussement dite révolutionnaire. Cela dit, je n'attaque pas la musique d'avant-garde, dans laquelle je suis moi-même plongé. Ce que j'attaque, c'est la confusion créée par une propagande inconsistante : toute avant-garde n'est pas révolutionnaire.

TOUT : Quel doit être, selon vous, le rôle des artistes et des musiciens occidentaux dans les luttes révolutionnaires ?

L.B. : Je crois que l'artiste doit jouer un rôle dans les luttes révolutionnaires. Pour ce faire, il y a essentiellement deux manières :

Participer à l'œuvre créatrice, en liaison étroite avec « l'action sociale » (j'entends par là toutes les formes de participation, y compris l'action armée).

Participer à l'action (politique ou armée) chaque fois que l'occasion se présente. Il est vrai que ces occasions n'arrivent pas toutes seules. En Occident, pour établir un contact avec les masses, les musiciens doivent trouver un langage commun. Profitant de ce que la musique est un langage compréhensible par tous, les musiciens doivent rechercher la communication avec les masses, et s'exprimer dans un code intelligible et clair. La base de la communication, c'est en premier lieu la musique pop.

WOODSTOCK ?

Revol, après E. Morin (l'Obvrateur) et d'autres découvrent l'Amérique, l'Amérique sauvage s'entend. Ils n'ont pas, ou si peu, découvert Mai : c'était trop près pour le voir. Mais ils ont vu, en touristes, sans que ça les atteigne autrement, naître outre Atlantique la nouvelle civilisation qu'ils ont refusée ici.

Alors ? Mai ne serait-il qu'une ébauche ratée — sans défonce ni communes — de ce que réalise la « Youth Culture », le nouveau mode de vie et de pensée de la jeunesse américaine en révolte ?

COUPURE ET RUPTURE

C'est dans la citadelle impérialiste, Babylone (comme dit Huey) Amerikkka (comme Ku Klux Klan, c'est l'orthographe des Yippies) que ça se passe. Au cœur du monstrueux empire qui vit de l'exploitation du monde entier. Dans un pays plus impérialiste qu'aucun autre dans l'histoire avant lui (ce qui ne veut pas dire qu'il soit le seul).

La masse du peuple y bénéficie des retombées impérialistes. Les ouvriers blancs, dès qu'ils ont maison et famille, tendent vers le fascisme.

Un dockeur blanc syndiqué à San Francisco se fait un million et demi par mois. Les ouvriers de New-York ont manifesté contre les gauchistes chevelus. Ils sont massivement racistes. Les syndicats sont pour la guerre au Vietnam pour la petite ville moyenne, voyez « Easy Rider ». En face, les noirs, les autres minorités « colorées » ; les jeunes à cheveux longs. Dans aucun pays la coupure n'est aussi nette. Elle se lit sur les visages, sur les habits, dans les divisions des villes.

25 % de la population face à 75 %.

« Marginaux » ? pas exactement, pas au sens où leur mouvement serait condamné faute de rallier la masse du peuple. Car les 75 % ne seront concernés par la révolution que le jour où l'impérialisme américain entrera en crise sur les cinq continents : l'ébranlement intérieur de l'Amérique aide puissamment la révolution, mais dépend principalement de l'extérieur Abbie Hoffman parle de « Woodstock Nation » ça veut dire des millions de jeunes frères des 500 000 de « Woodstock Nation » comme « Black People », communautés y compris physiques (les ghettos ou les communes) qui méfient la défense contre l'agression policière et le nouveau mode de vie. D'une coupure radicale entre deux mondes, naît la possibilité d'une rupture idéologique totale. Chez les noirs, la révolte est d'abord l'affirmation que « Black is beautiful », le noir est beau, et non pas laid comme le raconte les blancs. C'est la rupture avec le monde des valeurs blanches, l'humilité, les cheveux qu'on aplattit pour qu'ils ne soient plus crepus, la peur devant les flics qui tirent sans hésiter.

Du côté des jeunes blancs, c'est la découverte du « Drop out » ; laissez tomber : refuser l'avenir impérialiste qu'on vous propose, refuser les métiers, les pavillons de banlieue avec femmes et enfants. La découverte du « do it » (faites-le), refus des valeurs du libéralisme américain, du préche humaniste sans influence sur la réalité. La découverte du « tune in », (branchez-vous), le mouvement des communes contre l'individualisme forcené nord-américain.

Mais entre noirs et blancs, il y a un peu du passage de la rupture idéologique à l'idéologie de la rupture. Les noirs savent déjà que leur mouvement est inintéressant, parce que les gardes nationaux n'auraient jamais tiré à Woodstock.

On peut donc expliquer le « radicalisme » : des mouvements jeunes américains par sa coupure d'avec toute réalité d'un monde productif dominé par le plus gigantesque appareil impérialiste de tous les temps. Ce que peut nous apprendre le mouvement américain : cette rupture radicale d'avec les idées bourgeoises, l'égoïsme, la jalousie, le goût de la discussion comme substitut à l'action. Ça n'empêche pas que les formes spécifiques de sa révolte sont différentes de celles d'un pays comme la France, où le peuple en mai a massivement engagé le processus révolutionnaire.

Mais entre noirs et blancs, il y a un peu du passage de la rupture idéologique à l'idéologie de la rupture. Les noirs savent déjà que leur mouvement est inintéressant, parce que les gardes nationaux n'auraient jamais tiré à Woodstock.

On peut donc expliquer le « radicalisme » : des mouvements jeunes américains par sa coupure d'avec toute réalité d'un monde productif dominé par le plus gigantesque appareil impérialiste de tous les temps. Ce que peut nous apprendre le mouvement américain : cette rupture radicale d'avec les idées bourgeoises, l'égoïsme, la jalousie, le goût de la discussion comme substitut à l'action. Ça n'empêche pas que les formes spécifiques de sa révolte sont différentes de celles d'un pays comme la France, où le peuple en mai a massivement engagé le processus révolutionnaire.

YIPPIE ?

Tout le mouvement jeune américain ne se ramène pas aux Yippies. Mais ils nous concernent particulièrement par leur tentative nouvelle de synthèse révolution nouvelle culture bien au-delà du hippisme pacifiste cette culture de la jeunesse qu'incarnent les Yippies se heurte certes aux flics (Convention Démocratique à Chicago) où les Yippies avaient appelé à manifester. Mais elle se heurte aussi aux forces spécifiques nées de cette nouvelle culture, à ce qui l'attache au monde impérialiste. Abbie Hoffman parle du « Rock Empire » : l'ensemble de la récupération de la musique pop par les hommes d'affaires et le vedettariat, et du « Drug Empire » ; ceux qui fournissent la drogue.

On ne crée pas impunément un nouveau monde au sein de la Babylone impérialiste. Si on ne le défend pas les armes à la main (Black Panther), on court à tous les moments le risque de le voir grignoté par l'adversaire. M. Rubin et Abbie Hoffman refusent de parler de leurs divergences avec les Black Panthers ou les Weathermen. Ils affirment que les différences ne sont que tactiques, ce qui est faux. Les Weathermen ont choisi la voie de la violence, les attentats, la clandestinité. Ce sont les kamikazes de la révolution américaine. Les Yippies semblent espérer qu'ils n'auront pas à se poser la question de leur survie.

Ils ne vont pas, comme le groupe de la « Hog Farm » jusqu'à précé-

Dans le N° 3 de TOUT, un court texte d'Abbie et Anita Hoffman avait été passé. Ce texte, très peu explicite, s'est révélé plus nuisible qu'utile : il n'apprenait pas grand-chose sur le mouvement américain, il n'aurait même pas la discussion puisqu'aucun commentaire ne lui était adjoint. Nous donnons ici côte à côte un résumé des thèmes yippie d'après une discussion qu'on a eue avec eux et un début d'analyse sur ce que nous pensons du mouvement en question. Certes, cette discussion est schématique. On peut se reporter aux livres de Jerry Rubin (« DO IT ») et d'Abbie Hoffman (« Woodstock Nation ») pour éclaircir ce qui est ici réduit à des prises de position de principe.



niser la révolution américaine par le rachat progressif des terres par les communautés libérées. Mais ils refusent toute discussion stratégique : entre la répression et la récupération, ils ne choisissent que d'être eux-mêmes. Convaincre, parler, ils le font encore, mais ça devient pour eux à la limite inutile : la discussion ci-jointe prouve assez qu'ils ne cherchent plus à se légitimer. Alors ? espèrent-ils que leur mode de vie abattra par lui-même, par contagion, le centre impérialiste ? ou se penchent-ils comme des kamikazes d'un autre genre voués à la fuite définitive ?

Ou enfin certains pensent-ils simplement faire carrière dans une nouvelle culture ? A ces questions ils n'apportent aucune autre réponse que « faites-le ».

LA DEFONCE

La discussion qu'on a eue sur la défonce est plus révélatrice des phantasmes des militants français que d'autres choses. Ce qu'on appelle la « drogue » n'est certes pas la cause du mouvement de la jeunesse américaine. Il en est un signe de reconnaissance, c'est la transgression nécessaire des lois et des idées qu'on se fait sur soi-même dans ce pays. Mais rien n'est plus irritant que l'attitude d'identification adoptée par les militants français : cette honte de ne pas être défoncé, cette peur de ne pas égaler le grand frère américain.

On ne se préoccupe plus d'approfondir ce que nous a indiqué

Mai, mais de ne pas avoir trop honte de sa révolution. Non, Mai n'a pas échoué parce que la défonce et les communes en étaient absents pas plus que parce que le Parti n'était pas construit. J'ai été à la fête Yippie, au centre américain de Paris. J'avais l'impression que ce qu'on pouvait faire là, on le pouvait parce que les flics ne viennent pas au centre américain ; que les révolutionnaires français étaient « invités ». A la limite, qu'il y avait une oppression culturelle des Yippies, traduction très détournée de l'impérialisme américain. Et que je ne voulais pas jouer le jeu de dire : vous savez, en France, la révolution retardée, on en a honte...

Refuser la coupure entre révolution quotidienne et lutte contre l'Etat, d'accord. Mais ne réduisons pas cette révolution à deux recettes passe partout. L'inexistence d'une musique pop française pose des problèmes. La nouvelle culture née de Mai ne peut se ramener à l'importation du mouvement américain. Ce qui est pop là-bas devient élitiste ici. Alors, n'en ayons pas honte : la révolution culturelle française, branchée sur une réalité différente de celles des Etats-Unis, celle d'une métropole impérialiste secondaire où la masse du peuple est concernée, est encore à inventer, pas à recopier.

Refuser la coupure entre révolution quotidienne et lutte contre l'Etat, d'accord. Mais ne réduisons pas cette révolution à deux recettes passe partout. L'inexistence d'une musique pop française pose des problèmes. La nouvelle culture née de Mai ne peut se ramener à l'importation du mouvement américain. Ce qui est pop là-bas devient élitiste ici. Alors, n'en ayons pas honte : la révolution culturelle française, branchée sur une réalité différente de celles des Etats-Unis, celle d'une métropole impérialiste secondaire où la masse du peuple est concernée, est encore à inventer, pas à recopier.

(1) Groupe qui réalise des activités de production agricole en commun et aide à la constitution de ce mouvement.

LES YIPPIES PARLENT

DISCUSSION AVEC LES CAMARADES ABIE HOFMAN ET JERRY RUBIN

« Nous considérons que même sans l'impérialisme, qui opprime le Tiers-Monde, et sans la guerre du Vietnam, la lutte serait nécessaire aux Etats-Unis. Nous nous différencions de la plupart des groupes de l'extrême-gauche américaine qui considèrent que la lutte est uniquement axée sur le Tiers-Monde. »

Question : A propos d'Angela Davis, que penses-tu du P.C. américain ?

« Ces pauvres mecs du P.C., tout ce qu'ils ont voulu pour protester contre l'arrestation d'Angela, c'est le problème de l'extradition de l'Etat de Californie à l'Etat de New York. Le P.C. là-bas est totalement dérisoire, c'est par hasard qu'Angela Davis y est inscrite. Le P.C. est réactionnaire à tel point qu'il se retrouve sur la droite du Parti démocrate. Je ne sais pas comment c'est ici mais aux Etats-Unis, tous ces vieux partis style P.C. parti trotskiste et autres, pour la jeunesse c'est de la merde, ça ne veut absolument rien dire. Mais je dirais qu'Angela a été capturée par les flics parce que justement elle était membre du P.C. et que le P.C. est incapable de s'organiser clandestinement pour la protéger. Ce que le P.C. est capable de faire, c'est de signer des pétitions pour les élections, mais ils n'ont aucune structure clandestine capable de protéger des militants. »

« Quand nous parlons du mouvement révolutionnaire aux Etats-Unis nous parlons des Panthers Noires, des Weathermen et des individus isolés qui ne participent à aucune organisation constituée, les petits groupes. [...] Ajoutez-y les autres groupes ethniques, mexicains, Young Lords, etc. [...] »

Q. : Quelles sont les différences entre les Weathermen et les yippies ?

R. : Les différences sont moins importantes que les choses similaires. D'abord les Weathermen sont complètement clandestins. En fin de compte aux Etats-Unis les différences idéologiques ne sont pas si importantes que ça, tandis qu'ici, on aurait l'impression que c'est grave. Ce que nous avons tous en commun, c'est une culture révolutionnaire, et une manière de vivre aussi. Par exemple, aux Etats-Unis, il n'y aurait pas de rencontre comme celle-ci sans que tout le monde fume de la marijuana. Il y aurait de la musique pop, tout le monde serait en train de délirer, serait défoncé et finalement c'est en étant le plus fou possible que le mouvement aux Etats-Unis est en train de toucher non seulement les gosses de riches mais aussi les fils de prolés. L'émeute est devenue le passe-temps national. Finalement personne ne discute les différences idéologiques sauf ceux qui n'ont rien à faire, sauf

dans les universités, mais on s'en fout, car les universités seront sans doute fermées cette année.

Cette année, nous voudrions proposer une très grande action internationale le premier mai prochain étant donné que le premier mai c'est quelque chose qui touche tous les mouvements dans les différents pays. Ce serait bien si on prenait pour cible les U.S.A., l'impérialisme américain, tous, ce jour-là. Et on aurait une puissance formidable si on coordonnait un peu les choses. [...]

Q. : Et la drogue ?

R. : Le problème en France c'est que depuis 1968 les partis politiques existants (c'est vrai pour la G.P., V.I.R., comme c'est vrai pour les trotskards) ont tué le développement libre de n'importe quelle expression du mouvement de la jeunesse. En dehors des questions politiques, on sait qu'il est très facile pour le F.B.I. d'infiltrer les organisations politiques traditionnelles, car on peut dire qu'il n'y a pas de différence idéologique entre un militant et un flic, en exagérant beaucoup. Il est pratiquement impossible pour un flic d'infiltrer les yippies car le mec sera obligé de baisser avec tout le monde, de prendre de l'acide avec tout le monde et au bout de dix minutes il sera repéré. Un flic qui vient infiltrer une organisation maïste peut très bien apprendre Mao par cœur. Mais un flic qui infiltre les Yippies aura peut-être à prendre l'acide, aura peut-être son petit cerveau.

Q. : Tu ramènes toute la question de la drogue à l'aspect flic. Tu expliques l'absence de la drogue dans le mouvement français uniquement par la répression des organisations révolutionnaires — je veux dire la répression que des organisations révolutionnaires exerceraient contre le mouvement. Ça me paraît un peu étroit de réduire la drogue au dépistage des flics et son absence à la répression par les bureaucraties politiques.

R. : Pourquoi alors ne se défonce-t-on pas dans le mouvement français ? En tout cas aux U.S.A., c'est parce que la jeunesse est à la recherche d'une nouvelle identité, dans ce pays où le haut niveau technologique écrase tout. Le jeune qui voit le génocide au Vietnam et le racisme n'a aucune raison d'être fier d'être Américain. Ils sont à la recherche d'une nouvelle identité, alors que d'après ce que je vois en France, les jeunes peuvent encore se dire Français. [...] Aux U.S.A., cette espèce de division entre la lutte politique et la vie quotidienne a été consciemment abolie. La défonce et la musique pop font partie du mouvement révolutionnaire. »

Ouf ! le P.I.M. (1) sort (que tous ceux qui disent c'est pas trop tôt viennent filer un coup de main pour le tirer).

Dedans : Lotta Continua - L'affaire Raton et Munch - Les expulsions dans le XV - Appel pour un travail dans l'armée - Dossier sur les U.S.A.

Ecrire à la librairie « La Commune » pour se le procurer.

(1) Presse Information Mouvement, Bulletin d'Information militant.

Lisez...

CARNIERS POUR LA FOLIE

MAI 1970 - JUILLET-AOÛT 1970 - N° 2 et 3 - Bimestriel - La semaine 37

Allez voir

« Le sang du Condor »

que de ses officiers et l'objectif qu'ils poursuivent en nous disant de tels mensonges.

Ayant fini les cinq mois, je fus envoyé dans la base fluviale de Garunthi, dans une section de mortiers d'appui aux détachements. J'ai participé à une opération dans la zone de Plador où ont été capturés un vieillard de 60 ans et un jeune de 7 ans. Sur place le 2^e lieutenant fusilier Teixeira da Silva a donné l'ordre au guide de tuer les « bandits » comme si un enfant et un vieillard pouvaient faire du mal.

Le guide avec le plus grand sang froid a pointé l'arme sur la tête de l'enfant et lui a demandé : « Ecoute-moi, tu veux venir à Bissau ? » L'enfant Innocent a commencé à rire et le guide lui a déchargé 19 balles, le décapitant ; puis il a dit : « De ce chargeur reste une balle pour le vieux, il n'en mérite pas plus ». Exécutant ses paroles il a tiré sur la tête du vieillard.

Après, le 2^e lieutenant, Teixeira da Silva, a pris de nombreuses photos des deux corps, photos que ce lieutenant a vendu plus tard au prix de cinq escudos. Une autre fois et dans une autre opération quelques marins dans un canot de caoutchouc ont traversé une rivière pleine de crocodiles. L'un des marins est tombé à l'eau et avec la radio. Bien sûr dans une telle situation les autres marins n'ont pu rien faire

16 camarades basques vont être jugés à Burgos. 6 peines de mort et 754 années de prison sont requises. Le ministre, vieux clown de Franco, veut frapper le Mouvement Nationaliste Basque. On en a déjà parlé dans le n° 3 de TOUT, maintenant il faut agir.

On est des centaines, quelquefois des milliers pour des militants qui risquent un an de prison ferme. Combien serons-nous pour défendre des frères qui risquent la mort pour avoir combattu le fascisme les armes à la main ?

Des actions larges sont en cours ou en préparation. Prenez contact avec le Comité de Solidarité existant, le Secours Rouge ou avec la Librairie « La Commune », 28, rue Geoffroy-Saint-Hilaire, Paris-5^e.

pour le sauver. Quand ils ont débarqué ils sont allés annoncer la nouvelle au supérieur. Cette nouvelle n'a causé aucune réaction de sa part. Mais quand ils ont dit que la radio était tombée :

— « Vous avez perdu la radio ? »

— « Ce qui compte d'abord, c'est notre camarade »

— « Ah non ! un marin on en demande à Bissau, et d'un jour à l'autre il est ici. Et la radio c'est pas pareil »

J'ai vu beaucoup d'autres crimes, ce qui m'a amené à décider que je devais déserteur.

Je devais aller loin de tant d'atrocités et crimes pour ne pas me transformer en bête.

ET ÇA S'ORGANISE

C'est ainsi que le 18-2-70, connaissant le mécontentement de mes camarades, j'ai déserté avec J.A. et A.V. Avec nos armes au dos et un mouchoir blanc à la main nous avons contacté le P.A.I.G.C.

Le peuple n'a pas de haine naturelle pour le blanc. Il sait distinguer entre ses amis et ses ennemis. Ils savaient que nous avions déserté parce qu'on avait constaté que le droit et la raison est de leur côté. Et pour ça ils nous ont traité comme des frères.

FRONT POPULAIRE : ARMES A LA MAIN

Depuis que Allende, le candidat d'Unité Populaire, a été élu président de la Rép. du Chili, les révolutionnaires européens se taisent et attendent le coup d'Etat militaire. Les forces pacifistes relèvent une tête que les guerres de libération récentes avaient singulièrement abaissées.

Tous les P.C. pro-soviétiques du monde embrayent le pas. Chacun y va de son couplet pour expliquer à nouveau la possibilité du passage pacifique au socialisme par les voies parlementaires.

DES ACTIONS POPULAIRES AUX ELECTIONS

Le 4 septembre 1970, les élections présidentielles donnaient la majorité aux forces de « Gauche » rassemblées au sein de l'Unité Populaire. Ce front populaire nouveau style regroupait des forces très différentes dont l'unité ne peut être que fragile : Pourtant l'aspect principal de cette élection réside dans la mobilisation des masses. En effet depuis quelques années le régime de la Démocratie Chrétienne s'était largement déconsidéré dans les milieux populaires. FREI le président sortant qui devait faire « la Révolution sans le sang » fit comme l'a dit F. Castro, « le sang sans la Révolution ». Les promesses faites au peuple n'avaient pas été tenues (pas de réforme agraire conséquente pas d'exploitation des entreprises étrangères, inflation etc...)

Des mouvements de lutte tant ouvriers que paysans se multiplient (plus de quarante morts). Le MIR chilien et d'autres groupes devaient entreprendre de multiples actions de guérillas urbaines contre les agents de l'impérialisme U.S., contre les policiers, contre les banques. Parallèlement aux actions de style « Tupamaros », dans les entreprises, la lutte revendicative devenait lutte politique.

Dans différentes actions : occupations d'usines, de quartiers, occupations des terres des grands propriétaires, grèves, manifestations étudiantes, la présence des militants armés témoignait de la radicalisation du mouvement populaire. La mesure de la combativité du mouvement était donné par la création de deux zones libérées (une à Santiago et l'autre à Concepcion).

Aussi la droite prit-elle peur au même moment où un secteur important de la petite paysannerie abandonnait la D.C. sur sa gauche et créait son parti le Mouvement d'Action Populaire. La D.C. désormais sans assise de masse abordait les élections sans conviction. Elle présentait un programme plus radical que celui de Frei. Pourtant elle ne regagna pas de voix sur sa gauche et ne convainquit pas la droite qui présentait son propre candidat. Allende devait alors recueillir 36 %, Tomic (le candidat de la D.C.), 28 %, le reste allant au candidat de l'extrême droite nationaliste.

GAGNER SUR LES ELECTIONS...

Allende pour gagner les suffrages de l'extrême gauche présentait un programme très ferme : nationalisation des mines contrôlées par l'étranger, nationalisation des monopoles industriels, nationalisation des banques privées, réforme agraire conséquente, création d'une Assemblée nationale populaire qui se transformerait en organisation de gestion du travail populaire... Beaucoup de travailleurs se mobilisèrent sur ce programme, en créant des comités populaires locaux. La gauche révolutionnaire n'abandonna pas alors sa stratégie de lutte armée. Sans rendre les armes elle ne mena cependant pas d'action militaire pendant la campagne électorale. Aujourd'hui alors qu'Allende a reçu l'appui de nouvelles forces de la bourgeoisie nationale la gauche révolutionnaire appelle les masses à faire appliquer les armes à la main le programme adopté aux élections.

Alors, que les révolutionnaires occidentaux le sachent : ce qui se

passé au Chili n'a rien à voir avec un passage pacifique au socialisme. Le P.C. pro-soviétique tente aujourd'hui de s'entendre avec la « Démocratie Chrétienne » : des élections qui ne sont pas tout de suite trahison, c'en est trop pour lui.

Les forces de la bourgeoisie nationale font pression sur Allende pour qu'il abandonne les points les plus radicaux de son programme.

...SANS PERDRE LA RUE

Pendant ce temps la gauche révolutionnaire qui a su patienter sans désarmer pendant les élections engage une course de vitesse avec la droite et l'extrême-droite. Alors que les masses descendent tous les jours dans les rues pour appuyer le programme de la révolution, elle fait sortir de la clandestinité un certain nombre de ses cadres qui prennent la tête des mouvements populaires et font pénétrer les idées révolutionnaires dans de nouveaux secteurs. La gauche révolutionnaire qui conserve en main le fusil de la clandestinité appelle les masses à s'emparer ouvertement du fusil en formant partout des milices populaires chargées — de s'opposer aux tentatives de putsch des groupes d'extrême-droite télégués par la C.I.A. — de faire appliquer les points radicaux du programme adopté par le peuple au cours des élections présidentielles.

Les forces révolutionnaires ont réussi à désunir le Front de la réaction au cours des élections, mais elles savent que l'appareil d'Etat de la bourgeoisie est encore intact avec son armée et sa police. Pour abattre cet appareil il faudra que le front populaire au sommet éclate sous la pression de l'unification entre organisations de bases et détachements armés de la révolution. Les révolutionnaires savent qu'ils n'ont pas pris le pouvoir au Chili. Mais il reste qu'en mobilisant des millions de gens jusqu'à la lutte armée pour l'application d'un programme on coince Allende : l'inflation, la fuite des capitaux, l'obligent à choisir : répression économique et abandon du programme sont nécessaires à la survie du pouvoir bourgeois au Chili. Ajoutez-y que la situation est aussi envenimée par les Américains (même le « libéral » New York Times appelait de ses vœux un coup d'Etat militaire.) Au Chili, la révolution n'est pas à vendre : les révolutionnaires d'Occident doivent le savoir.

UN SOLDAT PORTUGAIS RACONTE...

Je suis originaire de R. de M., marié, père d'un enfant.

Je m'appelle M.J., ex-2 fusilier naval. Je suis entré dans la marine portugaise le 22-2-69. A Bissau j'ai passé trois mois à faire la garde, et les deux mois suivants je les ai passés à attendre les bataillons qui rapportaient l'alimentation pour l'armée.

Des que je suis arrivé à Bissau, les officiers nous ont dit de ne pas avoir peur, car nous n'allions pas en Guinée pour faire la guerre mais pour maintenir l'ordre. J'ai demandé alors à mes camarades s'il était vrai qu'il n'y avait pas la guerre, et la réponse fut simple : « Si tu veux savoir va visiter l'infirmerie ».

J'ai ainsi fait et ce qui me fut donné comme spectacle m'a effrayé énormément. J'étais comme moi-même pour toute la vie. Les uns sans jambes, d'autres sans bras, d'autres aveugles. J'ai alors compris, en me souvenant de ce que m'avaient dit les officiers, le politi-

RÉPONSE

Un groupe de copains, diversement motivés au départ, s'est réuni pour élaborer un texte collectif de réponse à l'article de TOUT N° 2, intitulé APPEL AUX JUIFS. Les façons d'aborder le problème se sont révélées, après de longues discussions, non-réductibles. Les deux textes qui suivent reflètent nos divergences. (1)

Nous nous étions que TOUT, journal révolutionnaire, publie un article qui, sous le couvert d'une analyse qui se voudrait politique, est un article (involontairement ?) raciste. En fait il nous apparaît comme un discours incohérent, illustré de surcroît de caricatures dont nous nous demandons la signification, puisque c'est l'image des religieux orthodoxes — Natourel karta ou autres — pour qui le « recouvrement » de la terre sainte ne peut se faire que par la venue du Messie et qui ne reconnaissent donc pas l'Etat d'Israël.

En appeler « aux Juifs » est une position raciste, car : « Les Juifs, qui c'est ? » Parle-t-il de l'ouvrier, artisan, commerçant du coin, ou de Rothschild, Dreyfus, Dassault etc... ? L'amalgame et la généralisation sont inadmissibles de la part d'un militant qui veut aborder les problèmes politiques sur des positions de classe. De même qu'il y a « rassemblements du côté de Tel-Aviv 3 millions d'individus » qui appartiennent à des classes sociales antagonistes, de même, en France, parmi les quelques centaines de milliers de juifs, il y a des individus qui ont des intérêts pour le moins différents.

Nous ne sommes pas en train de pinailler sur un titre ; c'est en fait l'ensemble de l'article qui repose sur une appréciation fautive : pourquoi faire parler un juif, inconnu, anonyme, que l'on pose en porte-parole d'une présumée communauté homogène ? Ce qui est développé là, c'est l'idée d'une unicité des juifs, par delà les conflits politiques et économiques. D'ailleurs l'auteur ne s'en cache pas. Pour lui, le Juif est le sujet de la Diaspora, l'être errant et hâlé. — C'est ça, dit-il, « l'identité de juif » (perdue mais à recouvrer).

Pour nous, être pour les Juifs ou pour les Arabes, ça ne veut rien dire.

Nous sommes solidaires de tous les hommes et femmes opprimés qui, dans les pays arabes comme en Israël, se battent contre tous les états actuels.

Nous sommes solidaires de nos camarades Israéliens (assignés à résidence, en prison, ou en exil)

qui s'opposent radicalement au gouvernement israélien, à sa politique sioniste expansionniste et à son alignement sur l'impérialisme américain.

La lutte contre le sionisme et contre la politique du gouvernement israélien ne doit pas être confondue avec une lutte aveugle et chauvine contre le peuple israélien lui-même ; et on ne doit pas lui faire endosser les crimes du sionisme.

La fréquence et la violence des grèves sauvages (avec création de comité d'action) menées par le prolétariat israélien sont orientées contre la classe dirigeante et le Syndicat patron, unique syndicat en Israël.

1969 a été le théâtre de vastes mouvements de « grèves non autorisées » — dockers, postiers, assistants-publics, enseignants, ingénieurs. D'abord des appels à la « raison », à la reprise du travail, au nom de la « grave situation » dans laquelle se trouve la défense nationale, situation qui dure depuis plus de vingt ans. Ensuite, après durcissement de la grève, les grévistes sont traités de saboteurs, terme désignant les fedayins, ou de traîtres, terme désignant les révolutionnaires israéliens. Des postiers sont même entraînés devant les tribunaux pour avoir refusé de répondre à l'ordre de réquisition.

Ces exemples montrent dans les faits la combativité des travailleurs israéliens, mais ne signifient pas pour autant que la solidarité avec les Palestiniens existe déjà.

Nous sommes solidaires du peuple arabe de Palestine, de sa lutte contre l'occupation sioniste, et pour son droit à l'autodétermination.

Nous soutenons ceux des fedayins qui se battent dans une perspective de révolution socialiste comme solution au conflit israélo-arabe.

C'est côte à côte, par une lutte commune, que les Palestiniens Juifs et Arabes bâtiront leur avenir commun.

Pari pour pari, ne vaudrait-il pas mieux que nous œuvrions pour que demain à Amman, Tel-Aviv, Bagdad, le Caire, Damas, etc... tous les opprimés d'aujourd'hui instaurent un Moyen-Orient, authentiquement socialiste, solidaire de la révolution mondiale.

Nous sommes conscients de la difficulté du projet ; mais nous souhaitons que dès maintenant, entre tous les camarades, s'ouvre un réel débat, hors les passions simplificateuses, sur ce « conflit » auquel nul ne peut rester indifférent.

(1) Nous ne pouvons, faute de place, publier le deuxième texte, qui est assez long. TOUT.

Vendredi 6 novembre à 15 h. - Campus de Nanterre

Les jeunes du personnel du resto U conduits par les appariteurs flics attaquent un cinéaste, Michael Memumi et l'enferment dans le frigidaire.

Un des agresseurs avait même un couteau à la main



Pourquoi ce kidnapping ?

Parce que Michael avait filmé ce qu'il avait vu la veille.

Parce que les flics ont peur de la vérité.

Résultat : Michael est inculpé de coups et blessures.

PLUS DE BARBOUZES SUR LE CAMPUS
OUVRONS LE RESTO UNIVERSITAIRE
AUX TRAVAILLEURS !



KIDNAPPING

Nanterre, vieille municipalité du P « C » F au cœur de la banlieue rouge, présente depuis dix ans les signes d'une grande expansion. Beaucoup d'industries sont installées mais surtout s'élevaient maintenant un grand lycée mixte, un centre sportif ultra-moderne, un théâtre, une faculté de quinze mille étudiants et, en construction, une super-préfecture de luxe et une caserne de gardes-mobiles. Le prestige, le clinquant, tout y est : la municipalité peut se vanter de ses réalisations et se faire réélire chaque fois. Pourtant Nanterre, c'est aussi un foyer de gangrène de notre société. Tout est en place pour la contestation la plus radicale. Car il y a des bidonvilles, une faculté « enragée », des jeunes désœuvrés, des travailleurs mécontents. Et les explosions ont lieu, qui se succèdent depuis un mois.

NANTERRE-LA-FOLIE :

Ses gauchistes célèbres, ses incidents perpétuels. La rentrée n'est pas encore terminée que déjà les incidents éclatent. Le restaurant universitaire est le premier lieu d'affrontement ouvert, par la volonté des étudiants à tous depuis 1967, on pouvait y rencontrer surtout l'an dernier, des enfants du bidonville, des travailleurs qui mangeaient au tarif étudiant. L'exploitation capitaliste était là, palpable, gênante. Aussi, l'administration du CROUS, organisme qui gère les œuvres universitaires, y fait porter son effort. Un contrôle de cartes est maintenant effectué par des vigiles dont les attitudes et les propos rappellent étrangement ceux des « appariteurs musclés » qui s'étaient illustrés en janvier 1969 dans les coulisses de la fac en matraquant les

étudiants. Pour faciliter ce contrôle, des barrières de bois sont édifiées le long de la chaîne du self-service. Le prétexte invoqué est le déficit du restaurant qui serait dû à la présence d'éléments étrangers et à de nombreux vols. Pas un mot, bien sûr, du prix qu'ont coûté l'attaque et la dévastation de ce même restaurant par la police le 3 mars. Les étudiants acceptent mal de manger dans des cages et de montrer leurs cartes : la faculté doit rester ouverte à tous. Les 13, 16 et 22 octobre, des barrières sont arrachées et brûlées ; tous les jours, « vigiles » et étudiants s'affrontent, verbalement pour l'instant. La répression entre alors en jeu. Sur témoignage des « vigiles », trois étudiants sont arrêtés, d'autres inculpés. Comme par hasard, ce sont ceux qui sont considérés comme des meneurs, ceux qui sont arrêtés à chaque incident à la fac. Comme par hasard, les faux témoignages abondent : un des trois arrêtés se trouvait pendant toute cette période en Espagne. La tension monte alors. Les révolutionnaires de plus en plus unifiés sur le terrain regroupent autour d'eux un nombre croissant d'étudiants. Le boycott du R.U. est décidé : les militants préparent la soupe : sandwichs, merguez, etc. Les explications se succèdent : les étudiants, amusés, sympathisent. En même temps, des contradictions apparaissent au sein du personnel du R.U. : les délégués C.G.T., cuisiniers et autres aident la direction et empêchent toute expression des ouvriers sympathisants au mouvement révolutionnaire. Le 5 novembre, malgré des pratiques désastreuses de substitution aux masses (*) 1 000 à 1 500 étudiants sentent la nécessité de faire cesser tout contrôle policier au restaurant. Plus nettement encore le 6, après le kidnapping d'un journaliste par les administrateurs du CROUS, aidés par les « vigiles » et quelques

membres fascistes du personnel (dont un armé d'un couteau), une A.G. se tient : 1 500 étudiants marquent leur volonté de lutte : les gauchistes ne sont plus isolés. Bien que le restaurant U. reste le front principal, la contestation s'étend à toute la fac. Jean Foyer, professeur de droit et ancien garde des sceaux, est interdit de cours à Nanterre : il est le fondateur de la Cour de Sécurité de l'Etat qui emprisonne nos camarades, le signataire des accords franco-chaadiens qui permettent l'intervention de l'impérialisme français en Afrique, le défenseur du propriétaire du foyer d'Ivry où sont morts cinq de nos frères immigrés, en quelque sorte une incarnation parfaite de la réaction. Des comités de lutte se forment dans les départements, remettant en question l'enseignement pétrifié des faiseurs d'idéologie. L'ouverture au monde extérieur et à sa misère devient un débat de plus en plus important au sein des groupes révolutionnaires. Nanterre-la-Folie continue...

NANTERRE, LA CRASSE, LA MISÈRE :

L'argent est là pour construire des ouvrages de prestige. Il manque, pour résoudre le problème du logement des travailleurs immigrés. Le 23 octobre, un enfant de six mois meurt brûlé vif dans un bidonville. Les vrais responsables de cet incendie, ceux qui exploitent de façon éhontée la main-d'œuvre étrangère, sont libres : une cabane où vivent des Portugais qui brûle, c'est moins grave pour la « justice » française que le feu mis aux barrières de bois du restaurant universitaire. Mais ce n'est pas tout : au bidonville de la rue de Rouen, aidée par la police, la municipalité « assainit ». Le 24 octobre, douze baraques sont démolies : les familles (neuf sur douze), sont « reléguées » dans des cités de

transit : l'entassement continue. Le 15 novembre, vingt baraques doivent être détruites, mais là, pas un mot du relogement. Des incidents ont déjà eu lieu : matraques et grenades lacrymogènes sont entrées en action. Aujourd'hui, les jeunes du bidonville parlent de résister.

NANTERRE, L'ENNUI :

Un centre sportif très moderne, un théâtre « de gauche », cela ne suffit pas quand on est jeunes et que le quotidien c'est avant tout la pauvreté dans les cités-dortoirs délabrées, quand le quotidien c'est la publicité variant à chaque coin de rue, le « bonheur de consommer », mais qu'il n'y a pas d'argent pour le faire. Alors, la « délinquance » : quelques menus larcins, quelques débuts d'activités politiques et le 25 octobre, au petit matin, la cité des Marguerites est encerclée par la police. Quatre-vingt jeunes sont arrêtés, trente gardés pendant 24 heures. On leur fera tout avouer et plus encore ; au besoin, pour cela, on les matraque à coups de nerf de bœuf. L'ennui est vaincu, l'abcès vidé : trente jeunes passeront en justice.

Alors que, triomphants, s'élevait à Nanterre la nouvelle préfecture et la caserne de gardes-mobiles, tous les ferments de la révolte sont présents. Le processus d'unification de la gauche révolutionnaire est enfin entamé à la fac. Les liaisons avec l'extérieur se font plus sérieuses, plus solides. Petit à petit, mais de façon durable, le fossé se comble entre les gauchistes et Nanterre sauvage. Une affaire à suivre...

(*) Pendant une A.G., les militants envahissent le bureau du doyen, en viennent aux mains avec ses assesseurs, puis, devant leur échec, s'attaquent au restaurant U. et se heurtent au personnel. Tout cela pour finir par un simulacre d'auto-défense de la fac.

De Gaulle, il aurait encore pu servir... on lui aurait fait le coup de Sihanouk... J'entends d'ici : « ... pom... pom... pom... Ici Radio-Pékin. Des Français parlent aux Français... »



“NI FLEURS, NI COURONNES”...

De Gaulle est mort, les bonnes âmes se souviennent, mais les bonnes âmes ont la mémoire et le souvenir en forme de passoire.

Tout le monde vous le dira c'était un amoureux de l'humanité, un décolonisateur, un législateur profondément démocrate, un résistant, un patriote, et quel esprit indépendant ! Et quel courage ! Ce qu'il a fait aucune bête au monde ne l'aurait fait : il passait imperturbable dans les attentats et les réceptions mondaines. Le monde entier nous l'enviait et avec lui c'est un peu de Paris qui s'en va. Comme pour Edith Piaf...

Il avait tous les dons, paraît sans notes, sortait sans chapeau sous la pluie, savait dire vive la France en 46 langues. Il parlait anglais mieux que Maurice Chevalier mais refusait de s'en servir à cause du prestige ; il aimait la cuisine paysanne, savait causer aux humbles et quel écrivain, quel talent !

Il est mort, maintenant, alors permettez souvenir par souvenir avant que votre image d'Épinal ne soit dans toutes les chaumières, voici les miens.

L'amoureux de l'humanité parlons-en. Il fonctionnait sur le mépris le plus souverain. Il faut lire ses mémoires pour voir à quel point ce Roger Lanzac du discours politique savait manipuler les foules.

Ses référendums-plébiscites étaient toujours composés de deux questions : Voulez-vous la fin de la guerre d'Algérie et l'Article 16 ? Une seule réponse possible. On est perdant à tous les coups (un peu comme si maintenant on vous demandait êtes-vous pour la dissolution des C.R.S. et pour la loi anticasseur ?).

Le législateur a mis sur pied

des institutions tout à fait point qui permettent actuellement au président de la République et au Premier ministre de se renvoyer la responsabilité de tous les échecs qu'ils rencontrent. On ne sait pas qui dirige.

Le résistant a passé son temps à installer le pouvoir bourgeois (il faut dire qu'il y a parfaitement réussi) et à saboter la lutte des partisans.

Le Républicain, entre parenthèses collaborateur fidèle du Comte de Paris pendant des années, n'est revenu au pouvoir que par un coup d'Etat.

Le décolonisateur a organisé les massacres de Sétif, 45 000 morts, ça vous dit quelque chose, c'est lui qui a réprimé dans le sang les troubles de Syrie, le plan de reconquête de l'Indochine, le rêve d'un Empire français universel du Canada à l'Extrême-Orient en passant par les Indes, c'est lui.

La décolonisation, il ne l'a acceptée que de force quand la lutte du peuple algérien (après sept ans) l'eût forcé à reconsidérer tout son système et à préférer un néo-colonialisme plus rentable et plus sûr que l'exploitation coloniale ; (à propos pour Charonne vous croyez qu'il a pleuré ?)

En réalité cet homme assoiffé de grandeur a rêvé d'une France Louis quatorzième à une époque où précisément la France devenait tristement une puissance de troisième zone.

Ce décalage insoluble entre ses paroles et la réalité a produit le mythe gaulliste.

Alors deux secondes avant de lui tresser des couronnes. Comme boucher il avait du talent je veux bien, ça n'était qu'un boucher.

Police et culture

Dans son dernier bulletin, le Comité de la Jeune Peinture, qui expose au Pavillon Baltard, n° 11, dans les Halles de Paris (1) explique le but de son travail. Il écrit notamment : « Il est clair que la bourgeoisie donne toute facilité dans ses Musées, ses lieux d'exposition, ses spectacles, à ceux qui la servent, à ceux dont le discours n'est qu'une illustration du statu quo social, ou, tout au plus, une remise en cause purement formelle. »

Cette année, Police et Culture tente de montrer les possibilités d'application des moyens artistiques à la lutte des classes. « Dans le prolongement de ce combat culturel et politique, la Jeune Peinture accueille tous ceux qui, comme les révolutionnaires palestiniens, sud-américains ou irlandais, luttent activement contre l'impérialisme. »

(1) Rue Pierre-Lescap, jusqu'au 25 novembre, de 10 heures à 20 heures.

LE BULLETIN DE LA JEUNE PEINTURE



J'AI FAILLI ALLER A SAINT-LAURENT-DU-PONT

Il est sept heures. Le réveil glotte de froid. Il ne se tait que si je le fous sous les couvertures, mais, aujourd'hui, on est mardi, et hier j'ai commencé à bosser...

— Dans quoi tu bosses ?
— C'est pas la peine d'en parler, on s'emmerde autant dans tous les jobs.

Je me regarde dans la glace, juste pour voir si c'est bien le même type qui s'est couché hier soir et qui se réveille ce matin. Je me rase au jugé, et je me coupe... Merde... ça commence bien ! Ça fait sale, mais pour aller bosser, c'est pas grave. Je pourrais faire ce que je fais, huit heures par jour, avec une gueule complètement défigurée. Y'a du sang qui pisse sur ma chemise, et quand je suis habillé, y'en a même sur ma veste. C'est pas grave non plus, je préférerais faire ce putain de boulot avec des sapes pleines de crotte, pourvu que ça ne sentent pas jusqu'au bureau du patron... J'avale mon café tiède ; j'ai envie de dégueuler le matin après le café... J'suis blanc comme un mort ! Je ne ferai plus ce truc à la con si j'étais mort. La radio... c'est bizarre, y'a des gens qui croient qu'un ouvrier ne peut pas apprécier autre chose que Verschuren le matin ! Y

nous prennent vraiment pour des cons ou quoi ? Y'a un mec ou un groupe de mecs qui chantent à la radio des trucs du genre « métro, boulot, dodo »... Ils sont chiés, ces mecs ! Avec le fric qu'ils doivent gagner là-dessus, ils ne font sûrement plus le même circuit !

J'ai attrapé ce pourri de métro au vol, et il y a même un bouton de ma veste qui est resté à la station. Les portières me font penser à la guillotine. J'ai vu ça à la télé, un machin sur Louis XVI. Clac ! y'a une tête qui tombe ! Clac ! une autre ! clac ! un bouton de ma veste ! clac ! un coup de coude dans les côtes ! Avec mes cheveux et les fringues que j'ai sur le dos, c'est moi qui doit m'excuser, pour pas avoir d'histoires... « Les jeunes, ça fout la merde partout, ça gueule, c'est sale, on devrait prolonger le service militaire, ça les dresserait ! ». C'est le chef qui dit ça ; et les autres, là-bas, y sont d'accord. Alors, comme je suis un pauvre mec, je m'écroule, je m'aplatis, je m'excuse. Quand on me marche sur le pied, c'est de ma faute ! J'avais qu'à pas naître ! A quarante ans un type licencié, il ne peut plus travailler, à cause des jeunes qui prennent la place... et comme il est plus près de la retraite, on n'en veut pas ! Sans compter que pour les boulots mal payés et durs, il y a les Portugais et les Arabes.

CLAC !

Clac ! je rentre à l'usine. Clac ! je pointe. La machine fait ding ! et je deviens une machine à mon tour. Clac ! Clac ! Clac ! Clac ! si je devenais vraiment une machine, ça serait moins grave. Non. Je pense. Je pense que j'en ai marre. Je pense que je

n'en vois pas le bout. Je pense que si ça continue, les gens qui ont quarante ans vont pouvoir travailler, quels qu'ils soient, parce que les jeunes, ils en ont leur claqué, et que ceux qui ne le disent pas encore, ils le pensent de plus en plus. Alors les mecs, à bientôt, clac ! clac ! clac ! clac !

Pour draguer et pour oublier mon bleu, je m'habille le samedi. Un costume bidoon ça vaut vingt sacs. Une paire de pompes, cinq sacs. Une chemise, deux sacs, etc. Si je me prive d'un des trucs que je viens d'énumérer au hasard, ma vie est encore plus moche.

On dit que je ne lis pas assez. Tu parles si j'ai le temps de ligoter un bouquin, alors que pour trouver une fille je dois m'emmerder au club, jusqu'à deux heures du matin ! Les vieux, ils sont presque tous mariés. Moi, me marier ? D'abord c'est trop tôt, et ensuite, je ne vois pas la vie que je peux donner à une nana, alors que je ne m'en sors pas tout seul. Au fait ! samedi, je devais aller à Grenoble avec des copains pour se marrer, dans une boîte, le « Cinq-Sept » à Saint-Laurent. Y paraît que c'est sympa comme boîte ! J'ai pas pu y aller... Ils me raconteront.

Le seul moment où je m'emmerde pas trop, c'est quand je milite. Mais à force de militer pour la peau, y'a des jours où je préférerais dormir ou draguer. Voilà où j'en suis. Si vous trouvez mieux à me proposer (et c'est facile), faites-moi signe. Sinon, dites-vous bien qu'un jour ça va faire du vilain du côté des « jeunes travailleurs », comme on les appelle. Et ce jour-là, y'aura plus besoin de la télé pour savoir qu'il se passe quelque chose quelque part ! Clac ! Clac ! Clac !

COMMENT LE PROFIT VINT AUX ENFANTS DE L'ONCLE SAM

CONTROLLER L'OUVRIER AU DIXIEME DE SECONDE

C'est ce que j'ai failli faire à la Minnesota. J'avais répondu à une petite annonce du Monde dans laquelle il était question « d'ambiance jeune et dynamique » et autres conneries, mais jamais question du rôle de flic, de super flic, que je devais jouer. Mon licenciement précipité a mis fin et à mes illusions et aux prétentions flicardes du patron.

L'usine de la 3M de 95-Beauchamp, où l'on fabrique le scotch, est un bel exemple de l'application d'un principe cher aux capitalistes : le Taylorisme (ça aurait été Stakhanov, ça aurait été les mêmes cadences). Taylor a conquis dans le domaine de l'organisation « scientifique » du travail (O.S.T.) en usine le sinistre Oscar du « meilleur exploitateur ». C'est lui qui a théorisé ce principe fondamental qu'applique continuellement tout chrono un tant soit peu fayot : l'argent, c'est le temps.

Les Ricains ont dit : qu'est-ce qui nous permet de contrôler notre production ? Qu'est-ce qui nous dit, nous confirme, que nous faisons produire ce que nous devons produire ? A quoi se référer, quel comparer ? Produit-on plus ou moins vite ? A qui se fier ? Il faut, poursuit le businessman, déterminer une échelle de valeurs, une référence. Cette référence, c'est, dit contrairement le capitaliste, le temps.

L'ARGENT, C'EST DU TEMPS

Il suffisait donc, fort de ce principe, de dire : pour telle opération de production, l'ouvrier (l'ouvrière) doit mettre tant de minutes, tant de secondes, tant de dixièmes de seconde (oui... oui... on calcule ça au 1/10 !).

Pour déterminer ce temps, il suffit au chrono-flic de « penduler » un ouvrier en train de faire l'opération (le matin, si possible, le soir il y a la fatigue, ça ralentit...), de vérifier les temps sur des tables (références : M.T.M. Association, Huron Towers, 2200 Fuller Road, Ann Arbor (Mich) U.S.A.) qui vous disent que, « pour saisir un objet sur une surface plane, par un de ses côtés approximativement cylindrique, de diamètre supérieur à 12,5 centimètres » (désignation G1C1), le bon ouvrier ne doit mettre que 4 s. 2". Et ainsi de suite. Chaque geste, chaque opération est disséqué minutieusement.

Cela suffit à montrer toutes les qualités névrotiques et les problèmes de refoulement sexuel dont doit faire preuve le « bon » chrono-analysateur « chrono-kapo ».

On voit, avec cette méthode, comment une usine devient un hangar ronronnant de mécaniques bien huilées, mécaniques qui sortent à 3.272' rouleau de scotch à 13 h 57, sur le poste 145 de la division II, parce que l'ouvrière du poste 145, à 13 h 57, doit avoir sorti son 3.272' rouleau de scotch, les tables de temps l'affirment !

Si elle travaille « normalement ». Mais les Ricains ont l'amour de la production pour la production. Aussi ont-ils inventé, en plus, la prime. (Les bonis, etc.).

Parce qu'il faut tirer encore plus de cette mécanique bien réglée et bien abruti. Et c'est le deuxième rôle du chrono-flic : « penduler » pour savoir à quelle cadence on peut pousser encore plus l'homme

Nous ne voulons pas parler de des endroits où grèves et sabotages se succèdent. Que toutes les usines ne sont pas en révolte violente, loin de là, fait partie de ce qu'il nous faut affirmer dans le numéro 3 de Tout, ce type d'erreur a été commis : la rédaction a mis un titre en première page, « grève à la 3M », alors que l'article ne parlait pas de grève (il n'y a pas eu de grève à la 3M) mais un début de discussions et de prise de conscience.

A la R.A.T.P. comme à la 3M, décrire l'agression n'est pas simplement dire aux travailleurs ce qu'ils savent déjà. C'est tenter de dévoiler les mécanismes matériels (le Taylorisme à la 3M) et idéologiques (les cocus heureux de la R.A.T.P.) du pouvoir bourgeois.

ou la femme devant son établi, 120, 140 ou 150 % ?

C'est pas sorcier, ces 150 %. Le service de comptabilité interne (soigneusement solé dans l'usine, dans des bureaux à part) relève sur les feuilles de production que doivent fournir tous les ouvriers les quantités produites. Grâce à un tableau, il déduit le temps que l'on doit mettre, d'après Taylor et ses sous-fifres, pour sortir ces quantités. Il regarde le temps passé en réalité (vérification sur la pointeuse). Le rapport des deux temps chiffre tout de suite la cadence. Plus on travaille vite, plus on sort de produit, et plus la prime augmente faiblement. Car c'est là qu'est le truandage du capitaliste, c'est là qu'il intervient, dans le secret des dieux de son bureau ca-féutré. Car le calcul de la prime qui « récompense » la cadence élevée, est tout un art du truandage, du vol camouflé.

C'est ainsi que l'on voit les choses suivantes : production = 120 % prime 98 F. Production = 150 % prime 175 F. (pour une même quinzaine). Les calculs varient ainsi au gré du chrono-flic de service, selon l'humeur du moment.

BAILLONNER LES MANIAQUES DU CHRONOMETRE

La prime est donc l'instrument idéal du patron pour augmenter à peu de frais son profit. Une cadence de 130 % augmente de 30 % la production, donc le profit du patron (et ce 30 % de millions, ça fait des millions), alors que l'ouvrier reçoit en « prime » pour ces 30 % supplémentaires parfois moins de 15 % de son salaire (et cela sur quelques centaines de francs).

Et cette cadence de 130 % que l'on inflige à l'opérateur (à la 3M, il n'y a pas d'ouvriers, il n'y a que des opérateurs !) c'est surtout, bien plus sûrement que l'absence de Banania au petit déjeuner, la tête vide ! vide, parce qu'on n'a pas le temps de faire autre chose qu'une répétition abrutissante de gestes idiots, parce qu'on n'a pas le temps de penser à autre chose qu'à avoir son maximum de « gestes productifs »... ces gestes de robots qui paient la prime.

On n'a qu'à regarder par les fenêtres des ateliers ou de la cantine pour voir les barbelés, les PROJOS, les gueules d'enferment de toute la filicaille patronale... pour s'assurer que les actions directes, menées au printemps à l'usine et au siège, sont payantes pour la lutte. (Voir « Tout », n° 3.)

A bas les cadences ! (le seul fait de discuter en atelier, de ses propres problèmes les fait déjà tomber...)

De l'acide pour les pointeuses ! (on en trouve dans toute batterie de Fenwick).

Dépêchons-nous lentement !

I. K.

SAINT DIC(T)AT PATRON



A l'appel de la C.F.T., manifestation aux Invalides pour la reconnaissance de sa représentativité ! Prévision : 20 000 manifestants. En réalité 2 000 dont une moitié d'immigrés ne parlant pas le français et emmenés en cars et payés, plus trois députés U.D.R. En comptant les chefs... cela fait peu de monde.

Pourtant on en parle beaucoup, d'abord dans certaines boîtes. Ensuite, nationalement, dans la presse.

Le lieu c'est Simca-Chrysler à Poissy, une des plus grosses boîtes de France. Le syndicat indépendant tient le haut du pavé, ses matraques empêchent même les autres syndicats de distribuer.

Si tu veux monter, te faire bien voir, il faut prendre une carte. Si t'es immigré c'est l'interprète maison qui te la donne. Quand les indépendants font une grève bidon d'une heure, pour montrer que eux, « syndicat représentatif » peuvent aussi faire des grèves, ce sont les chefs qui coupent l'électricité sur la chaîne.

Pourquoi est-ce ainsi ? Pourquoi cet anachronisme de syndicat fasciste alors que la politique patronale et gouvernementale est celle des contrats avec les syndicats, la C.G.T. surtout ?

A Simca la raison est surtout historique. Le patron, le fasciste Pigorri, est resté sur une victoire d'il y a 20 ans. Lorsque Simca était à Nanterre, la C.G.T. y a amené des luttes dures allant jusqu'au sabotage de la production et des machines. Alors Pigorri a voulu implanter un syndicat fasciste, comme à Fiat.

Pourquoi cela a marché à Simca et se développe, depuis Mal, à Citroën ? D'abord parce que rien n'a été fait contre. Les syndicats traditionnels se battent sur le même terrain que la C.F.T. : le Comité d'entreprise, les miettes, les salaires... mais sans action, par négociations avec le patron. Alors il est sûr que le patron, cédant à ceux qu'il aime bien, ce sont eux qui en retirent le bénéfice. La répression aidant, la C.F.T. prend ainsi le contrôle de la boîte.

Mais nationalement la C.F.T. ne représente rien ; pourtant on en parle beaucoup, car sa présence arrange tout le monde. D'abord le gouvernement et les patrons parce que, malgré tout, c'est une garantie et que le patronat rêve toujours d'avoir une classe ouvrière muselée. Même si la politique principale est la négociation avec les syndicats représentatifs, céder des miettes, faire des contrats, ceux-ci peuvent aussi être débordés, et il vaut mieux parfois avoir des cartes de rechange et des matraques.

Et puis les syndicats ont beau rôle. Dénoncer le syndicat fasciste, non représentatif, c'est embellir les autres beaux syndicats démocratiques, représentant les ouvriers. Avoir un tocard à côté cela améliore son image de marque : gouvernement et grandes centrales utilisent l'épouvantail C.F.T. pour pousser les travailleurs dans les « grands syndicats démocratiques ».

L'existence de la C.F.T. arrange beaucoup de gens même si son développement pourrait poser des problèmes dans les bonnes relations syndicats-patrons.

Nous, même leur existence nous déplaît, on peut leur taper dessus.

CHIEN DE P.U.F.!

Les étudiants qui passent Boulevard Saint-Michel connaissent bien les P.U.F. (Presses Universitaires de France) est avant tout la plus grosse librairie universitaire du quartier, l'endroit où ne peut pas faucher de bouquins parce la direction y a mis des flics à cheveux longs pour surveiller les étalages.

En plein centre du Quartier Latin, les P.U.F. n'avaient pas fait la grève en mai 68. Pseudo-coopérative à but non lucratif, les P.U.F. ont été créées à la libération par des universitaires. Progressivement, des hommes d'affaires ont pris le contrôle de ce qui est devenu la plus grosse boîte d'éditions universitaires françaises. Les membres plus ou moins de gauche du comité de surveillance ont été vidés par les nouveaux managers. Mais l'idée restait que les P.U.F. n'étaient pas une entreprise capitaliste.

Idee balayée avec la dernière grève.

Le 13 octobre dernier, un délégué C.F.D.T. convoque une assemblée générale du personnel parce qu'une caissière avait été licenciée abusivement. Peu auparavant, les salaires payés chez Hachette avaient été affichés dans l'entreprise et le personnel avait pu se rendre compte qu'il gagnait beaucoup moins : L.A.G. décide un jour de grève pour le 16 octobre.

La direction refuse toute entrevue : une partie du personnel (52 sur 230 environ) décide une grève illimitée sur les revendications suivantes :

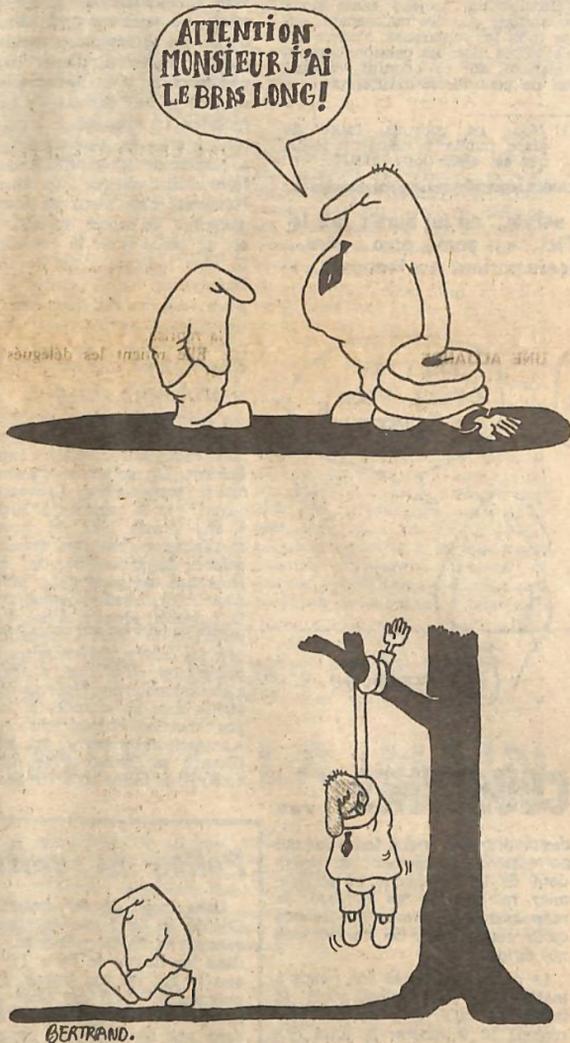
- Augmentation non hiérarchisée de 120 francs.
- Assimilation de la gratification au salaire
- Une mutuelle dans l'entreprise
- Des tickets-restaurant
- Contrôle des sanctions
- 1/2 heure d'information syndicale par mois prise sur le temps de travail
- PAIEMENT DES JOURS DE GREVE — pas de salaire moins de 1.000 F.

la discussion, le sentiment de décider ensemble, même pour de petites choses. La grève n'ira pas jusqu'à l'occupation : la direction lock-oute les librairies, les ferme. Inquiets, les cadres écoutent aux portes des A.G. (ils enlèvent des cloisons pour mieux espionner).

COMMENT LES ETUDIANTS VINRENT A LA GREVE

Quand on est étudiant et qu'on passe tous les jours devant une librairie, qu'on apprend qu'elle est en grève, on se sent naturellement concerné : on y est entré cent fois, on n'a jamais pensé que les vendeurs qu'on voyait, là, allaient devenir pour nous des camarades de lutte.

Après une dizaine de jours de grève, des étudiants du Comité de lutte de Paris I (Assas) entrent en contact avec les grévistes et leur proposent une aide militante. Des grévistes viennent à Assas expliquer leur grève et les étudiants décident de mettre le paquet pour une ra-



COMMENT LA GREVE VINT AUX P.U.F.

De l'assemblée générale sort un comité de grève spontané, confirmé par un acte : six syndicalistes et deux non-syndicalistes. Les syndicalistes (C.F.D.T.) ont un grand rôle, mais le syndicat en tant qu'organisateur possible de la grève en est totalement absent. C'est la démocratie directe qui est pratiquée avec toutes les difficultés qui en découlent, surtout au début : le manque de tradition de lutte fait que l'A.G. a tendance à se reposer entièrement sur le comité de grève et à tout attendre de lui.

La grève, c'est la rencontre de deux mondes : celui des bureaux de la rue Jean de Beauvais (où se dérouleront la plupart des A.G.), où celui des vendeurs des librairies, avec celui des ouvriers des dépôts des P.U.F., à Arcueil et Montrouge. Employés et ouvriers (environ 30 employés et 20 ouvriers) siègeront ensemble, et à cinquante bloqueront toute la machine : la grève des deux chauffeurs empêchera tout renouvellement des stocks des librairies, qui au bout de quelques jours n'auront plus rien à vendre. A la fin de la grève, des A.G. se tiendront à Montrouge : secrétaire, vendeurs et ouvriers découvrent ensemble la grève,

son bien simple : la forme de lutte exemplaire où tous les grévistes contrôlent leur propre grève et en principe y participent activement.

Deux étudiants participent aux A.G. et aux réunions du Comité de grève. L'essentiel de leur rôle était d'écouter en A.G. et d'y intervenir le moins possible ; leur participation au Comité de grève étant plus poussée dans la mesure où les grévistes qu'y s'y trouvaient en appréciaient plus directement l'utilité.

En bref, les étudiants ont joué dans cette grève le rôle d'informateurs et de centralisateurs en apportant un point de vue plus global, point de vue que les grévistes n'avaient pas toujours, que ce soit sur l'importance de la grève des P.U.F. pour la branche de l'édition ou sur l'importance de la forme de lutte pour d'autres grèves.

Le comité de lutte d'Assas a assuré avec les grévistes des distributions de tracts avec quêtes, des piquets de grève devant les dépôts de livres, des quêtes dans les facs et à la Mutualité, etc... tout cela dans le but principal de créer un rapport de force favorable aux grévistes et dans le but secondaire d'assumer une part des tâches des grévistes pour leur permettre de se réunir et de contrôler eux-mêmes leur grève.



A la fac de droit, les étudiants du comité de lutte tombent un jour sur Duverger, un « grand » prof qui a un rôle important aux P.U.F. Agressé, il file royalement dix francs pour la grève. On l'oublie trop souvent : les profs de fac se font aussi du fric avec des bouquins — sur le dos de travailleurs comme aux P.U.F.

La présence d'étudiants au Comité de grève a été proposée par les grévistes eux-mêmes, et une A.G. les a quasiment plébiscités un jour où ils avaient été mis en cause.

COMMENT LA REPRISE VINT AUX P.U.F.

Le jeudi 5 novembre, les grévistes votent : 31 veulent continuer la grève, 13 l'arrêter. Mais le vendredi, la direction essaye de reprendre l'initiative : elle convoque un vote des non-grévistes : sur 170, 80 s'abstiennent, 26 votent blancs, 8 votent pour la grève (qu'ils ne font pas) et 52 (essentiellement les cadres) votent la reprise du travail... qu'ils n'ont jamais cessé. Fort de ces résultats (tous ceux qui n'ont pas voté la reprise soutiennent la grève) le Comité de grève accepte une rencontre avec la direction. Celle-ci joue sur la timidité de ces nouvelles structures.

Les deux camarades se laissent impressionner par la direction. L'A.G. qui décide la reprise le fait devant le patron, sans protection contre l'intimidation. D'une façon générale, l'A.G. a été peu offensive : ne discutant guère que des propositions du patron, lançant un minimum d'initiatives (collectes à Plon, Hachette) mais ne sachant en quelque sorte que faire de sa toute nouvelle liberté.

— le comité de grève n'a pas su vraiment impulser une propagande par des tâches concrètes à réaliser tous les jours par tous les participants aux A.G. élit plutôt attentiste par rapport à la direction et avait tendance à développer la propagande en fonction des miettes que la direction pouvait lâcher dans les diverses réunions (c'est seulement la veille de la reprise du travail que cette nécessité a été ressentie clairement) Les étudiants y ont d'ailleurs une part de responsabilité parce qu'ils n'ont pas toujours su aller à l'essentiel : la création par tous les moyens d'un rapport de force favorable aux grévistes.

Les grévistes ont obtenu 70 francs d'augmentation pour tous, l'assimilation de la gratification au salaire, une mutuelle et, ce qui est essentiel car la direction a cédé sur le principe, le paiement de trois jours de grève.

Les réunions d'assemblée générale continuent, avec le comité de lutte de la fac d'Assas, pour créer un fonds de grève, pour informer les usagers des P.U.F., les universitaires, de ce que l'édition universitaire, de cette manipulation qu'est la pseudo-coopérative.

Sur une affiche, à la librairie Boulevard Saint-Michel, devant les escarades de flics, on voyait un échiquier avec cette légende : « Homme libre ou icn ? »

Passant étudiant ou enseignant, sache ce que cache les étalages et les blouses bleues des vendeurs.

FRANÇAIS NOUS AVONS PERDU UN HOMME MAIS... NOUS AVONS PERDU FINI D'ÊTRE EN MERDES !



POURQUOI DES SYNDICATS

**LE CAPITALISME D'HIÉR :
PEU DE MACHINES,
BEAUCOUP DE BRAS**

Au début de l'histoire du capitalisme ce qui était important pour les patrons c'était de comprimer ses prix de revient pour affronter la concurrence. A cette période, le machinisme était encore peu développé, dans les prix d'une marchandise ce qui comptait le plus c'était le prix du travail payé à l'ouvrier sous forme de salaire. La différence entre ce prix payé et la valeur du produit c'est le fondement même du capitalisme.

**LES SALAIRES :
ENJEU DECISIF**

Les patrons contrôlaient donc les salaires d'une manière féroce. Ils ne voulaient pas avoir à en discuter de façon collective. L'achat de la force de travail se faisait individuellement de patron à travailleur, la force de travail était une marchandise qui variait de prix suivant l'offre et la demande. S'il y avait beaucoup plus de chômeurs, ou beaucoup plus de travailleurs pouvant être employés dans tel emploi que d'offre, alors le patron baissait les salaires. S'il y avait trop de stocks, il licençait sans se préoccuper du point de vue « social ». Contre cet esclavage les ouvriers en vinrent rapidement à la révolte. Cette révolte pris des formes très différentes suivant les pays mais, au fur et à mesure que le capital adoptait partout les mêmes méthodes de développement et d'organisation de la production, les révoltes ouvrières commencèrent à se fixer des objectifs relativement unifiés dans le monde entier. Le fait que la revendication des 8 heures par jour soit une revendication admise des ouvriers de tous les pays du monde n'est pas le fruit du hasard. Ainsi, en

**LE SYNDICALISME :
UNE ENQUETE**

passant par différentes formes d'organisation les ouvriers commencèrent à comprendre qu'il était nécessaire qu'ils se regroupent pour organiser la vente collective de leur force de travail. Ils comprirent qu'un ouvrier seul ne pouvait rien face à la puissance du patron, qu'il lui fallait s'unir aux autres pour limiter le pouvoir des possesseurs de capitaux. Ils revendiquèrent la liberté de s'organiser pour défendre le droit au travail permanent indépendamment des aléas du marché, le droit à la défense du prix versé pour leur travail sous forme de salaire. Or, nous l'avons dit à cette époque, les patrons devaient absolument comprimer ces salaires pour affronter la concurrence. Aussi réprimèrent-ils avec féroce toutes les tentatives d'organisation autonomes des ouvriers. A cette époque, la lutte pour l'autonomie ouvrière passait par le droit à l'organisation syndicale. Chaque grève (illégal en droit bourgeois) voyait l'intervention de gendarmes ou de militaires et il n'était pas rare qu'une grève signifie des dizaines de morts ouvriers. Le syndicat c'était l'« école de la compréhension du mécanisme de l'exploitation et de l'oppression ».

ET AUJOUR'DHUI ?

Depuis plusieurs années, le mouvement qui forme la gauche révolutionnaire, remet en cause les syndicats — non plus comme courroie de transmission du parti, mais comme courroie de transmission du pouvoir idéologique et matériel de la bourgeoisie.

Au début nous avons soutenu ça « au pif ». Comme nous savions le P.C.F. réviso et que nous ne pouvions manquer de voir la subordination de la C.G.T. à l'appareil du parti nous nous disions qu'en tapant sur les syndicats nous ne risquions pas trop de nous tromper.

Nous commençons à distinguer entre la fonction syndicale, les appareils révisionnistes qui les dominaient et les syndicalistes. Nous avons voulu réfléchir sur la fonction syndicale.

**BEAUCOUP DE MACHINES
UNE ORGANISATION COMPLEXE
DE LA PRODUCTION**

Par exemple, quand on travaille à Citroën ou à Flins on se rend bien compte que le souci des patrons ce n'est pas simplement nos salaires. Dreyfus, le directeur de la Régie, doit penser à ses machines, à la technique, à la commercialisation. Dans le prix de sa production, la valeur du capital qui est investi sous forme de machine et beaucoup plus chère que tout ce qu'il doit nous verser sous forme de salaire. Le fait que nous produisons est pour lui décisif. Une journée de grève c'est la possibilité de la perte d'un marché à l'étranger, c'est le matériel qui est immobilisé sans être amorti. Quand 14 ouvriers de Sochaux ou 90 ouvriers

des thermiques du Mans bloquent des dizaines de milliers d'ouvriers c'est qu'il y a un changement dans

**LES AUGMENTATIONS
ÇA SERT A QUOI ?**

l'organisation même du Capital. Avant, si 50 ouvriers faisaient grève dans un atelier, grosso modo la production baissait de 50 %, aujourd'hui 14 ouvriers s'arrêtaient et c'est des milliers d'heures de travail qui sont perdues pour le Capital. Il faut peu d'huile de coude, peu de force de travail des bras ouvriers pour la mise en œuvre d'une force de travail fantastique ristournée dans les machines. Pour les patrons les choses ont donc changé : il vaut mieux nous augmenter nos salaires — le moins possible — pour que nous ne nous mettions pas en grève. D'autant que cette augmentation de salaire, ils savent nous la reprendre par les augmentations de prix, de cadences, la dévaluation, les formes inutiles de consommation, le prix de la vie stupide qu'ils nous font vivre avec leurs logements-dortoirs, leurs transports... Nous ne sommes

**LES RAPPORTS CAPITAL-TRAVAIL
INSTITUTIONALISES**

plus dans la même hypothèse que Lénine nous expliquait, car maintenant les patrons ont besoin des syndicats. Il faut qu'ils organisent leurs relations avec les syndicats pour éviter les grèves et pouvoir assurer le développement de leur puissance de production. Aujourd'hui, le syndicat n'est plus une organisation offensive contre le patronat et l'Etat de la bourgeoisie, c'est une organisation de défense corporative dont les patrons ont besoin pour faire leur programme de développement. Ce que nous disons est prouvé par tous les discours des théoriciens et des politiciens bourgeois. C'est Chaban-Delmas ou Fontanet (ministre du Travail) qui parlent de la nécessité de renforcer les syndicats, c'est l'U.D.R., qui, à son conseil national de Montpellier, l'an dernier, parle de la nécessité de l'association du syndicalisme patronal et ouvrier dans le cadre des contrats de progrès.

**UNE ALLIANCE
MONSTRUEUSE**

Il fallu attendre peu de temps pour voir cette alliance monstrueuse réalisée dans la pratique. Les contrats de progrès E.G.F. et Berliet sont venus témoigner du fait que pour les patrons les syndicats étaient les alliés qui leur permettaient de prévoir à long terme les augmentations de salaire sans qu'il y ait grève. Les patrons comptent désormais chaque jour davantage sur les syndicats pour qu'ils empêchent les grèves sauvages. M. Paul Berliet fera signer à la C.G.T. qu'elle s'engage à respecter la lettre et l'esprit d'un contrat qui prévoit qu'il n'y aura pas de grève sur les salaires et sur les cadences.

L'organisation de la production qui va en se compliquant de plus en plus, rend nécessaire, pour les patrons, l'existence d'une force qui organise la revendication collective de la force de travail humaine.

UNE REALITE NUANCEE

Bien sûr, nous devons comprendre que la réalité est plus nuancée. Il y a des secteurs où le droit syndical n'a même pas encore été accordé, soit que la situation technique de la branche soit en retard soit que les patrons aient fait régner une dictature de type fasciste dans l'entreprise. Ce n'est pas le hasard si la Fédération Hacuitex (Habillage, Cuir, Textile), de la C.F.D.T. est dure ; il s'agit d'un secteur attardé du capitalisme français où les patrons se battent féroce, comme au XIX^e siècle pour empêcher l'augmentation des salaires. Dans ce secteur, les salaires avant mai 1968 étaient beaucoup plus bas que partout ailleurs et ce retard n'a pas été comblé. Dans d'autres secteurs comme ceux de Simca ou Citroën, il s'agit plus d'une question idéologique. Berlot fasciste, les indépendants fascistes obtenaient par la terreur la soumission des travailleurs. Mais là aussi les patrons changent, ils ne peuvent aller contre la nécessité de leur collaboration avec les syndicats. Cependant le fait qu'il y ait des situations très diverses fait que dans certaines entreprises les syndicats jouent encore un rôle progressiste. De même, à l'échelon des militants il n'est pas douteux que des syndicalistes ont des rapports démocratiques avec les masses (voir « BHV », TOUT N° 3). Ce qui nous intéresse dans cet article c'est de dégager la tendance générale. De ce point de vue il est clair que les syndicats sont devenus aussi nécessaires aux patrons que les banques qui assurent leur financement.

APRÈS LA GRÈVE MERLEBACH

Après 15 jours de grève l'objectif était de rendre la grève plus dure et de renforcer les piquets de grève. La détermination n'a pas flanché.

Comme d'habitude au piquet de grève le lundi matin, les flics tiennent une des portes, les CRS sont en ville ou un peu plus loin et attendent.

Les mineurs qui veulent rentrer essaient de convaincre leurs copains qui font le piquet de les laisser passer. Eux sont intraitables : « passe du côté des flics, ici tu ne passes pas ». « Mais Bon Dieu, je fais pas grève, mais je suis quand même un des vôtres, je suis pas avec les flics ». Certains passent du côté des flics, d'autres ne préfèrent pas entrer.

Ils ont de bonnes raisons de continuer. Le patron est emmerdé. Il n'y a pour ainsi dire plus de charbon et certaines galeries sont prêtes à s'effondrer.

La C.G.T. voulait faire descendre des gars pour consolider les galeries. Les gars refusent et disent que c'est toujours du temps qu'on prendra pour les retenir et pas pour sortir du charbon quand on reprendra ; l'antiproduktivisme apparaît mais en même temps ils sont fiers de dire qu'ils sont les meilleurs mineurs d'Europe. Ils détiennent le 1^{er} prix du rendement horaire. Ils le répètent souvent « Ça, camarades, ça compte, on ne peut pas nous traiter n'importe comment » disait le secrétaire général de la C.G.T. Et en même temps ils veulent tous contre la CGT qui veut faire enlever l'étiquette « travailler pour les autres, moi ça me tue... surtout quand l'autre c'est le patron », étiquette collée sur l'urne.

Tout le monde pense et dit que ça va chauffer, on le dit avec un peu de fierté et pourtant la concertation continue.

DES MIETTES ET L'OISEAU

Les syndicats ont la trouille que ça déborde à gauche. La détermination semble grande chez les mineurs.

La veille de la reprise générale la C.G.T. avait enlevé les banderoles de la grève, alors que depuis le matin tous les mineurs votaient contre la reprise.

Elle retient les délégués mineurs dans une réunion et pendant ce temps annonce la reprise à la radio. Pas de piquet de grève. Les mineurs sont devant les puits et attendent. Certains rentrent, ils ne savent pas quoi faire. Ils sont conscients qu'ils se font « niquer ».

Le délégué mineur de la C.G.T. demande aux mineurs de reprendre car « il vaut mieux prendre les miettes de l'oiseau qu'il y a sur le toit ». Les mineurs vont voter pour ou contre la reprise, ils veulent que ce soit des camarades qui contrôlent et pas le syndicat. Le vote est contre la reprise, explosion de bravos, ils s'en vont en criant « la grève continue » ; mais ils pensent qu'ils reprendront demain ou après.

« Le syndicat devrait nous aider à nous battre et au contraire ils nous cassent les pattes. Je reprendrai le boulot demain, car sans le syndicat et contre lui, on ne peut rien faire. Mais ils nous ont niqués. » Et lui il a voté contre la reprise... « vous avez de bonnes gueules, on a déclenché une grève, vous n'avez pas le droit de la faire arrêter sans nous prévenir ».

Pourquoi cette reprise quand on est aussi déterminé ? Pourquoi on est au syndicat alors qu'on sait clairement qu'ils nous trahit ?

C'est une vieille classe ouvrière, un vieux bassin minier avec ses traditions de luttes syndicales.

Les jeunes ils sont tous à la J.O.C. en même temps qu'un syndicat. D'ailleurs les jeunes vont plus facilement à la CFDT et quand on quitte la C.G.T., c'est pour se retrouver à la C.F.D.T. La C.F.T.C. est aussi implantée que la C.G.T. et sur certains puits autres que ceux de Merlebach elle est majoritaire.

La région est fortement anticommuniste. On est à la C.G.T. mais gare à vous si vous faites l'assimilation avec le P.C.F. (ceci pour les militants de base, tous les délégués sont au P.C.F.).

« C'EST LA NOTRE, PAS LA LEUR »

Ils en sont à l'heure où les contradictions vont croissantes. Ils sont syndiqués et en même temps ils sont capables de dire merde au syndicat et à son chantage : « Aujourd'hui parce qu'on est dans la merde, vous dites que vous nous suivez, mais hier vous nous disiez — suivez-vous camarades — eh bien, nous maintenant on vous emmerde ». La C.G.T. répond « Oui mais, si vous n'avez plus de délégués, vous ne pourrez pas engager de négociations ». « On ira tous ensemble ou des copains qui ont toujours lutté avec nous iront. Et on cassera tout s'il le faut, mais on nous entendra ». Ce jeune avait pris deux jours avant sa carte à la C.G.T.

Oui, cette grève qu'ils disaient « c'est la nôtre, pas la leur » ils se rendent compte qu'ils vont la perdre « contre le patron, à cause du syndicat ».

Ce ne sont pas des gauchistes, mais bien plutôt des anarcho-syndicalistes, sympa avec nous qui nous disent « salut » en ville parce qu'on s'est vu deux minutes au puits. Ils nous demandent des nouvelles du procès Geismar (étonnement) et des luttes des boîtes que l'on connaît.

Ils pensent que « si ça veut changer, il faudra casser les HBL » ceux que j'ai vu après la reprise disaient souvent « plus jamais de grève, ou la dernière, la bonne ».

La « bonne », comme nous on parle de révolution.

Une veille de 70 ans disait qu'elle en avait vu beaucoup de grèves dans sa vie, mais « ça servirait jamais à rien si on devenait pas plus dur et en faire une dernière et en finir pour toujours ».

JE NE ME SACRIFIERAI PAS

La grève c'était sur le boulot, mais aussi sur la vie de tous les jours, leur « vie bouffée par la mine », contre les 4 postes. « Impossible à faire supprimer maintenant, mais maintenant on veut une indemnisation pour construire une cantine et une laverie ». « Je suis contre les 4 postes, tout le monde est contre ; mais les syndicats s'y sont pris trop tard ».

Ils se battent pour avoir une vie normale « pour pouvoir voir les copains, qui travaillent aussi à la mine, voir les copines, les filles plus qu'une fois toutes les trois semaines, pour la télé c'est pareil. Alors je pense que je resterai pas « c'est un jeune qui dit ça. Comme beaucoup d'autres il quittera la mine après le service militaire ».

Pourtant la mine veut bien embaucher les jeunes, mais licencier ceux qu'elle a sucé jusqu'au trognon. Mais ils veulent vivre aussi : « Moi, je ne ferai pas comme mon père et mon grand-père, je ne me sacrifierai pas à la mine ».

Leur lutte, c'est la lutte contre les patrons, mais une lutte défensive, lutte désespérée, une lutte de survie. Ils ne veulent pas se laisser « assassiner » sans rien dire. « Les mines de fer ferment ou ont fermées, la moitié des mineurs de charbon ont disparu en 12 ans, les paysans partent, ils sont obligés. Alors que reste-t-il de la Lorraine ? Qu'est-ce qu'on fera ? Quand il n'y aura plus de boulot on nous paiera comme on voudra ? ».

Certains ont créé le F.L.L. (Front de Libération de la Lorraine) pour une autonomie politique et économique. Beaucoup sont contre et ne pensent pas vivable une coupure avec la France.

« Cette bonne grève, la dernière... ».

ce qu'un jeune travailleur à raconté à un camarade

Dans ce système, tout concourt à te façonner dans un seul but : l'apprentissage de la soumission.

La famille : on te dit : Mange ta soupe, « Dis bonjour à la dame » ; si tu ne veux pas, parce que tu n'aimes pas la soupe ou que tu n'aime pas la dame, tu reçois une bonne paire de claques et tu abbaies ; si tu ne fléchis pas, on t'inflige des punitions plus subtiles (privation de dessert, te boucler dans le noir) et tu finis par te soumettre.

L'armée : si tu ne fais pas ce qu'ils veulent que tu fasses ou que tu fais autre chose que ce qu'il y a de prévu dans leur règlement (par exemple, arroser les copains avec une lance à incendie), on te fait lever à 2 heures du matin pour faire des trucs absurdes (remplir des moellons, défaire le mur, le refaire à côté et ainsi de suite), on te passe à tabac en faisant gaffe de ne pas laisser de marques pour que tu ne puisses pas te plaindre au toubib et on te fout au trou, ce qui te rend complètement dingue et t'enlève l'envie de recommencer.

A l'usine : c'est l'aboutissement. Quand je suis allé me faire embaucher, j'avais le sourire et j'étais plein de bonne volonté ; pour mon essai, on m'a amené vers une splendide machine, un bijou comme on peut en rêver ; j'étais convaincu que j'allais faire ma pièce là-dessus, lorsqu'on m'a désigné une ferraille dont j'ai cru que les manettes me restaient dans les mains.

Sur le moral coupé, j'ai fait ma pièce cette casserole : elle était bonne, mais, évidemment, alors que sur l'autre machine ça aurait très bien marché, j'ai mis trop de temps ; on m'a dit que je ne remplissais pas le « critère rentabilité » puis on m'a laissé macérer une semaine dans l'incertitude. On m'a alors convoqué pour me dire que ce n'était vraiment pas fameux, qu'on pouvait me prendre à 5 F mais que c'était vraiment une charité. J'étais un bleu et de toute façon, j'étais coincé sans boulot nulle part ailleurs, alors j'ai lâché le morceau. Ce n'est que plus tard que j'ai appris qu'à ce moment-là le patron avait besoin de moi et que j'aurais pu exiger un peu plus.

L'affaire était faite ! On m'a amené dans le bureau du directeur qui m'a fait tout un grand discours, me prouvant à quel point il était bon d'accepter un minable, un raté comme moi. J'aurais bien voulu lui répondre, seulement, tandis que lui trônait derrière son vaste burlingue, entouré par les chefs, j'étais tout seul sur ma chaise et puis lui, il a appris à parler et il t'embobine toujours avec ses arguments (le chiffre d'affaires, la rentabilité, les investissements, l'intérêt de la maison...) ; de plus, il arrive à te mettre plus bas que terre tout en restant très poli tandis que moi, si je lui dis ce que je pense, je ne peux que l'insulter. J'ai donc commencé le travail : chaque fois que je ne faisais pas comme il faut (remplir les bons, saluer les chefs, etc.), on me rappelait que je n'avais pas à faire le mauvais esprit parce que la porte était grande ouverte et que des gars qui attendaient la place, il y en avait un paquet.

J'ai souvent envie de prendre une mitraillette mais, seul, ça n'irait pas. Il faudra le faire ensemble.



...d'action théâtrale est venu représenter..



à renault-billancourt un groupe...

...le trafic de l'embauche

LES CASSEURS CONSTRUISENT, LA BOURGEOISIE DETRUIT ..



— 16 mai 1970.
On construit... il fait beau...



— 6 novembre 1970
(14 h 30)
« Ils » sont venus. Un camion emporte tous les meubles. Le bull abat les murs, soulève et casse la dalle en béton, passe et repasse pour tout écraser. 2 flics en civil et 1 mec de la mairie sont présents.



— Maintenant.
Il ne reste RIEN.
Déchiqueté, broyé, écrasé... l'arbre de la liberté qu'on avait planté, ils le rasent.
Ils veulent que rien ne subsiste qui laisse imaginer ce que ça avait été.

AU BIDONVILLE DE VILLENEUVE-LA-GARENNE UNE CONSTRUCTION A ETE RASEE AU BULLDOZER SUR ORDRE DE LA MAIRIE, CE VENDREDI 6 NOVEMBRE, EN UNE HEURE, ENTRE 14 ET 15 HEURES, PENDANT QUE LES HABITANTS, DES TRAVAILLEURS PORTUGAIS, ETAIENT AU BOULOT.

DES BARAQUES RASEES DE CETTE FAÇON-LA, DANS LES BIDONVILLES, IL Y EN A CHAQUE JOUR. MAIS LA, CE QUE LA BOURGEOISIE A VU LOUÛ DETRUIRE C'EST TOUT AUTRE CHOSE.

POUR LES PORTUGAIS DU BIDONVILLE, UNE VINGTAINTE DE FAMILLES, ENVIRON 100 PERSONNES, C'ETAIT LA « CASA DO POVO ».

Pour les Portugais du bidonville, une vingtaine de familles, environ 100 personnes, c'était la « Casa do Povo ».

LA MAISON DU PEUPLE :

C'est eux qui avaient décidé de s'emparer d'une ancienne baraque de chantier — 4 murs de parpaings, pas de toit — en bordure du bidonville et des grands ensembles.

Ils avaient voulu qu'elle ait un toit, qu'elle ait des portes, des fenêtres... qu'une grande salle (7 m x 20 m) puisse leur servir de salle commune pour des réunions, pour l'alpha, pour garder les gosses en hiver, pour faire la fête... qu'il y ait un petit bureau où ils puissent mettre au clair, avec des militants qui les aidaient, toutes les paperasses administratives et flicardes dont la bourgeoisie les inondent... et puis un endroit pour faire la bouffe, des chiottes, des lavabos... et puis aussi un petit bâtiment à côté à faire entièrement avec des chiottes, des douches et un lavoir.

Tout ça, ils l'avaient décidé quasiment à l'unanimité, entre eux. Et s'ils avaient fait appel à des gauchistes, c'était pour construire vite, par surprise, dans les 3 jours de Pentecôte contre tous les règlements, toutes les lois, toutes les procédures.

« POUR NOUS LA « LEGALITE », C'EST LA SATISFACTION IMMEDIATE DES BESOINS REELS DU PEUPLE. »

Et ça ils savaient bien que c'était une lutte, entre eux d'abord : c'était un bâtiment commun pour tout le bidonville, face à l'individualisme, face aux divisions internes (différentes origines provinciales, différences de métier, différence de morales, familles nombreuses et célibataires, etc.), et puis face à l'ennemi : la bourgeoisie c'est-à-dire les flics, la mairie (républicaine indépendante) et l'hostilité raciste d'une bonne partie des français du grand ensemble.

Ils avaient dit : « OSONS PRENDRE CE QU'ON NOUS REFUSE » et ils l'avaient fait, et ils en avaient rajouté : un terrain de jeu pour les gosses, balançoire, bac à sable, et un grand terrain de foot, bien délimité, poteaux de but et tout. Tout ça en 3 jours.

Et puis 6 mois avaient passé il y avait eu des hauts et des bas dans la vie de la « casa do povo » et juste maintenant ils venaient de faire les branchements d'eau pour les douches et de mettre deux poêles à mazout pour l'hiver.

Tout ça c'est la première chose que la bourgeoisie n'a pas pu supporter : QU'ILS PRENNENT UNE PARCELLE DE POUVOIR DANS L'ORGANISATION DE LEUR VIE.

Et puis il y avait l'autre chose : dans le bidonville il n'y avait qu'une vingtaine d'hommes ; le reste du chantier sauvage, les quelques 150 personnes sur trois jours c'étaient « les gauchistes » :

« ICI, LES CASSEURS CONSTRUISENT... »

Pas n'importe quels gauchistes (pas le genre trotskyste bien sûr !), pas d'organisation politique dominante non plus (la Gauche Prolétarienne toute affairée à sa « résistance » regardait ça de haut. Vive la révolution était dans le coup mais sans plus) des gauchistes, quoi ! certains du journal le « Paria » (journal de soutien aux travailleurs immigrés) quelques-uns de la région, la plupart de l'école d'architecture aux Beaux-Arts.

Pour ces derniers, étudiants, ça réalisait un peu ce qui est une obsession depuis mai : sortir des fics, s'écarter de ce bourbier politique, avoir une pratique, se lier aux masses... Et cette « sortie » elle était relativement massive (plus d'une centaine sur une unité d'enseignement d'un millier). POURQUOI : PARCE QUE C'ETAIT UNE ACTION CONCRETE, LIANT LES PREOCCUPATIONS SPECIFIQUES DES ETUDIANTS (LA CONSTRUCTION) A LEURS MOTIVATIONS POLITIQUES (LA REVOLUTION).

Et sur ce coup, les fics, c'était pas tout à fait inutile : avant le chantier sauvage il a fallu réussir à détourner le fric de l'école pour des achats de matériaux et se servir largement des locaux une semaine avant pour préfabriquer au maximum de façon à aller au plus vite.

Pas seulement pour le mouvement étudiant, mais pour tout le mouvement gauchiste c'était un pas politique important, une sorte de percée où il se rendait crédible, justifiant un peu ses multiples déclarations d'intention : se soucier des conditions de vie des masses, servir le peuple, etc. Et l'écho que cette action a trouvé aussi bien dans la population de Villeneuve que dans l'opinion (les journaux de « gauche »), montre tout le profit de ce type d'action. Sans oublier qu'elle a permis de bien désigner l'ennemi sous toutes ses formes : les flics qui essayèrent d'intervenir la première nuit, la mairie gaulliste, qui promettait sans arrêt l'ordre bourgeois, le P.C. « F. », qui dénonçait « la provocation pour attirer la répression, l'exploitation de la misère de gens sans traditions politiques... », le curé, ridicule dans ses contradictions : « ce que vous faites, pour les choses du ciel, c'est très bien, mais pour les choses de la terre, je ne peux pas être d'accord avec vous ! »

Sur le terrain, ça avait fait avancer l'unité entre Français et immigrés : il y avait un comité de soutien dans le grand ensemble, et une équipe du grand ensemble qui se servait du terrain de foot.

LAISSER SUBSISTER CE TYPE D'INITIATIVE GAUCHISTE C'ETAIT EN SUSCITER D'AUTRES, ET ACCROITRE LEUR AUDIENCE ET ÇA, LA BOURGEOISIE L'A BIEN COMPRIS.

CHANGER LA VIE

Et puis, il y a une troisième chose, dont ça m'étonnerait que la bourgeoisie ait compris l'entière signification : Pour tous les types qui ont participé au chantier sauvage c'était un encouragement enthousiasmant pour la Révolution. ça laissait entrevoir que la Révolution c'était bien « changer la vie ».

Que deux maçons italiens soient venus faire du plâtre, qu'un électricien du coin, qui disait au début : « pas de politique ! », ait pris en charge une distribution de tracts dans le grand ensemble, que des plombiers de la région soient venus faire des branchements comme ça, pour aider, que des immigrés d'un autre bidonville soient venus jouer au foot... tout ça rendait tangible l'unité populaire et ça laissait entrevoir que réellement, comme disaient les communards, on peut « libérer le Travail ».

Que pendant trois jours, le foot, la bouffe, la musique, se prélassent dans l'herbe, aient coexisté avec ce Travail Libéré, ça disait : « LA FETE ET LA REVOLUTION C'EST POSSIBLE AILLEURS QUE SUR LES BARRICADES ! »

Et ça rassurait : « CHANGER LA VIE C'EST AUSSI POUR LES GAUCHISTES, ET FAUT COMMENCER TOUT DE SUITE ! »

Tout ça la bourgeoisie a voulu le faire disparaître par la violence. Auparavant quelquefois on avait eu des doutes ; on se disait : c'est un peu réformard, c'est l'aménagement de la misère... maintenant on en aura plus.

CREONS 1, 2, 3... VILLENEUVE !

ET LA-BAS MAINTENANT ?

On a vu les Portugais, on a vu les copains qui militent sur place... bien sûr, y aura plus la baraque, mais ils disent : Villeneuve, ça continue.

ET LA RIPOSTE ?

Dès le soir, l'entreprise de démolition qui avait accepté ce sale boulot, a eu quelques ennuis : pneus de camion crevés, secrétariat un peu bouculé... et la bagnole du maire, cette crapule qui a décidé la destruction, a été couverte de peinture. Réactions de colère mais limitées... et insuffisantes.

Le dimanche, on était une centaine à discuter en regardant les décombes. La discussion c'était pas clair. On a été devant chez le maire en manif avec les Portugais pour lui demander des comptes et il ne s'est pas montré ; il a bien fait (son gendre qui a voulu nous engueuler a pris un coup de pied au cul), par contre, il a fait venir les flics, et nombreux (6 gros cars) qui ont dispersés brutalement et ratonné toute la soirée.

Mais tout ça, c'est pas à l'échelle de l'initiative de Villeneuve. Mais c'est difficile aussi de ne pas se substituer aux masses pour la « vengeance », de ne pas jouer les « Maos-justiciers ».

PAR CONTRE C'EST LA BOURGEOISIE QUI A EU L'INITIATIVE DE LA VIOLENCE, ON COMPTE BIEN LA LUI RENDRE.

LES CASSEURS CONSTRUISENT, MAIS ILS CASSENT AUSSI !

On espère en parler dans le prochain numéro.

LEON

alphabétisation

1967 — Arrivé en France. Veut parler, ne sait pas. Révolté l'étranger se demande comment il peut y avoir un pays avec tant d'immigrés qui n'est pas capable d'installer une école d'alphabétisation. En 67 il n'y en avait pas mais aujourd'hui... non plus. Pourquoi ? Les immigrés pour la Bourgeoisie ne sont pas des vrai hommes ! Racisme...

1968 — L'étranger sait parler le français, bref se faire comprendre ; écrire ? un peu. Comment ? Par des petits groupes chrétiens qui veulent qu'on croie toujours à leurs fables antiques. Pourquoi des chrétiens ? bourgeoisie, soutenir les bourgeois en leur piedestal. Résultat ? l'étranger est content. Il ira passer les vacances dans son pays et puis propagande : « les français, qu'ils sont sympathiques, ils s'intéressent à nous, à ce qu'on sache écrire... »

L'étranger vit moins dans la révolte, la bourgeoisie a encore triomphé.

C'est le bref résumé d'un immigré révolutionnaire qui a compris le système et veut le faire comprendre.

Militants, aller à l'inconnu dans les bidonvilles enseigner le français à des immigrés c'est briser une partie de leur révolte. Lorsque vous obtenez un résultat vis-à-vis de la langue, que se passe-t-il ? Ils vous sont très reconnaissants, ils sont toujours très sympathiques, ils sont très contents de savoir le français, ils s'imaginent que savoir parler c'est l'essentiel pour se tirer de leur merde. Combien d'étrangers, surtout des européens : disent « ah, si je savais le français ! »

Tous les militants doivent savoir que l'alphabétisation est une arme si elle est employée pour faire comprendre à quel point la bourgeoisie se fout des immigrés. Cette arme doit être utilisée, après avoir dénoncé le capitalisme, pour sa destruction tant que les immi-

grés sont bien en colère de ne pas savoir le français, et non pas quand les immigrés savent déjà le français, parce qu'une partie de leur révolte est éteinte.

Il devient plus facile de leur faire comprendre ce que nous voulons dire quand ils savent le français mais plus difficile de les mettre à l'action parce qu'ils éprouvent le besoin de se révolter.

Choisir : ou enseigner le français « humanitairement » pour servir les immigrés dans leur besoin immédiats, c'est-à-dire faire le travail que ne fait pas la bourgeoisie ; ou bien vouloir que les immigrés prennent leurs affaires en mains eux-mêmes et le français ne sera utile qu'une fois conscients de la lutte qu'il y a à mener contre le capitalisme.

Aux camarades intéressés je leur demande de se rassembler et de discuter ce sujet qui est très important (écrire au journal).



BERTRAND.